

LES ACTES 

Forum #2

de la transition

économique, écologique & sociale

CONSTRUIRE
LE MODÈLE
DE DÉVELOPPEMENT
DE DEMAIN





Directeurs de la publication

Patrice Vergriete

Maire de Dunkerque, Président de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Damien Carême

Maire de Grande-Synthe, Vice-président de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Coordination de l'organisation et mise en œuvre du Forum

Jean-Christophe Lipovac

Ville de Grande-Synthe

Océane Mariel

Communauté urbaine de Dunkerque

Coordination de la rédaction des Actes

Jean-Christophe Lipovac

Ville de Grande-Synthe

Pierre Roger

Communauté urbaine de Dunkerque

Conception graphique et rédaction

Bien Fait pour ta Com'

Impressions

Imprimerie Pacaud

Crédits photos

Mélanie Niemierz

Service Communication

Ville de Grande-Synthe

Crédits vidéo

ASTV Grande-Synthe.

► REMERCIEMENTS

La Ville de Grande-Synthe et la Communauté urbaine de Dunkerque tiennent à remercier l'ADEME Hauts-de-France, la Mission REV 3 Hauts-de-France, l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre-Dunkerque, la CCI du Littoral, l'ULCO, l'Université de Lille, et le CERDD Hauts-de-France pour leur appui dans l'organisation du Forum n°2.

Nous adressons nos remerciements également à l'ensemble des intervenants, aux animateurs et facilitateurs des 6 ateliers et de la table-ronde, à l'ensemble des représentants des organisations présentes sur « l'espace-ressources », à l'équipe du Palais du Littoral, ainsi qu'aux organisations qui nous ont ouvert leur porte lors des visites de terrain, en l'occurrence, Bâtisseurs d'Économie Solidaire, le Lycée Professionnel Agricole de Dunkerque, l'exploitation maraîchère Blanchon, Arcelor-Mittal, le Grand Port Maritime de Dunkerque, le laboratoire IRENE - ULCO, le Learning Center de Dunkerque et la Maison de l'Environnement de Dunkerque.

► SOMMAIRE

Enjeux et objectif

- 09 Damien Carême, Maire de Grande-Synthe, Vice-président de la CUD
- 11 Hervé Pignon, Directeur Régional de l'ADEME Hauts-de-France
- 14 **Ressources et outils**

L'appropriation citoyenne dans les projets de transition écologique et énergétique

Les expériences inspirantes

- 18 "Collectif EN RUE", quand l'aménagement devient vecteur de développement individuel et collectif
- 20 Enerulco, des actions environnementales par et pour tous les usagers de l'université
- 21 L'Université Populaire de Grande Synthe, ou comment mobiliser les publics éloignés

24 **Les ressorts de l'appropriation citoyenne**

25 **Ressources et outils**

Mesurer, comprendre et améliorer la qualité de l'air

Les expériences inspirantes

- 28 La qualité de l'air dans les Hauts-de-France
- 30 La qualité de l'air intérieur
- 31 TIGA, l'ambition d'une qualité de l'air saine pour tous
- 32 Terraio, ou comment "laver" la pollution de l'air

33 **Les leviers pour améliorer la qualité de l'air**

36 **Ressources et outils**

Vers une agriculture et une alimentation locales et durables, au bénéfice de tous

Les expériences inspirantes

- 40 Accompagner les acteurs, de la formation à l'assiette
- 41 Se remettre en selle grâce au maraîchage biologique
- 41 Relocaliser le système de production et le système alimentaire
- 42 Modevact, accompagner la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine
- 43 La co-construction d'un projet éducatif alimentaire de territoire

45 **Les ressorts pour une agriculture et une alimentation locales et durables, au bénéfice de tous**

48 **Ressources et outils**

L'innovation et la formation, deux accélérateurs de la transition énergétique du Dunkerquois

Les expériences inspirantes

52 Étudier le territoire...

53 ... Pour accompagner vers les emplois de la transition

55 Adapter les titres professionnels aux métiers "émergents"

56 **Les conditions de réussite pour développer l'innovation et la formation**

58 **Ressources et outils**

Ancrage territorial, performance environnementale et engagement sociétal : de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises

Les expériences inspirantes

62 Un réseau par et pour les entreprises qui s'engagent pour leur territoire

63 Une Fondation locale, solidaire... et unique !

64 Passer d'une économie de biens à une logique de services pour faire converger les intérêts des entreprises et des territoires

65 Passer d'une économie dominée par la logique de volume à une économie de services coconstruits

67 Le partage des risques et la rémunération au résultat

68 **Les conditions de déploiement des nouveaux modèles économiques**

70 **Ressources et outils**

Écologie industrielle et territoriale, levier de la transition industrielle et économique du territoire

74 **L'écologie industrielle, c'est quoi ?**

Les expériences inspirantes

75 Coopérer pour se développer : l'exemple de Marseille-Fos

76 Intérêts individuels et coproduits : l'exemple d'ArcelorMittal

79 Changer de paradigme et penser "ressources" : l'exemple du futur bâtiment de l'espace santé du Littoral à Grande-Synthe

- 79 Connaître, identifier, caractériser pour favoriser les flux
80 Les grandes questions
87 **Ressources et outils**

La transition écologique et énergétique moteur de la transition économique des territoires

Analyses inspirantes

- 92 L'économie verte sédentarise l'emploi !
93 Rev3 : mettre en dialogue les acteurs et les territoires
94 De la difficulté de la reprise économique collective d'une entreprise
96 De l'art délicat de la prospective publique
98 Rassembler et faire "feu de tout bois"
100 **Les grandes questions**
106 **Ressources et outils**

- 110 **Forum de la transition : ils vous accompagnent pour passer à l'action !**

Conclusion

- 122 Manifeste des acteurs engagés pour une transformation économique, écologique et sociale du Dunkerquois



Enjeux et objectifs



Marqueur des dynamiques de transitions sur le Dunkerquois, et symbole d'un dialogue territorial, le second Forum de la transition économique, écologique et sociale a réuni, les 15 et 16 mai 2018, près de 400 participants, issus des secteurs de l'entreprise et de l'industrie, des collectivités, secteurs associatifs, de la recherche, de l'enseignement et de la formation, des organisations syndicales...

Dans la continuité du premier Forum de novembre 2016, et avec la volonté d'amplifier le mouvement alors initié en vue de partager une vision positive de l'avenir autour du « modèle de développement de demain du Dunkerquois », cette seconde édition s'est pleinement inscrite dans le projet communautaire de transformation économique, écologique et énergétique du territoire et dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Territoires d'Innovation de Grande Ambition* ».

Une table ronde, 6 ateliers de travail et des visites de terrain ont ponctué le Forum autour d'enjeux de taille :

- Affirmer la transition en cours sur le Dunkerquois,
- Encourager l'engagement des acteurs du territoire pour la transition économique, écologique et sociale du territoire,
- Amplifier le processus de « dialogue social territorial » où décideurs politiques, économiques, partenaires sociaux croisent leurs visions et approches,
- Appréhender les mutations en termes d'activités et de filières, d'emplois et de formation dans une perspective de transition durable à l'échelle du Dunkerquois.

Ces actes en constituent la synthèse. Vous y trouverez à la fois les témoignages, analyses et récits d'expériences des intervenants, mais également les productions collectives des ateliers, les leviers, clés de compréhension, exemples et outils concrets pour permettre à chacun de s'inspirer, s'engager... Et passer à l'action.

Damien CARÊME

Maire de Grande-Synthe, vice-président de la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) en charge de la transformation écologique et sociale du Dunkerquois, de l'environnement, de l'énergie et du transport.

Ces dernières semaines ont apporté un lot de nouvelles extrêmement préoccupantes :

- En France, en 2018, nous avons atteint le jour de dépassement le 5 mai. Depuis cette date, nous vivons écologiquement à crédit. Si le monde vivait comme notre pays, il faudrait l'équivalent de 3 planètes pour couvrir les besoins des habitants de notre Terre,
- Nous avons connu une perte de 30% des oiseaux de campagne ces 15 dernières années,
- L'IPBES¹, vient de démontrer, après une étude de 3 ans regroupant 550 chercheurs, que la Terre est confrontée à une extinction massive des espèces de plantes et d'animaux. La première depuis la disparition des dinosaures, il y a environ 65 millions d'années ; la 6ème en 500 millions d'années,
- Le réchauffement climatique s'accélère dangereusement et des spécialistes nous alertent des conséquences sur notre climat de l'affaiblissement voire de l'arrêt prochain du Gulf Stream,
- La baisse de notre biodiversité entraîne une perte économique de 3600 milliards d'euros dûs à la déforestation ou à

la dégradation des forêts. Une étude de chercheurs spécialistes dans le calcul de l'empreinte écologique vient de prouver qu'aucune industrie ne serait rentable si elle devait payer des taxes environnementales en raison des dégradations qu'engendrent ses externalités écologiques,

- Les conséquences dramatiques de la pollution atmosphérique tuent chaque année 6 millions de personnes à travers le monde dont 520 000 en Europe et 47 000 en France. C'est la troisième cause de mortalité en France derrière le tabac et l'alcool.

Une bonne nouvelle néanmoins : dans le rapport « *Emploi et questions sociales dans le monde 2018 : une économie verte et créatrice d'emplois* », rendu public le 14 mai, l'Organisation Internationale du Travail a réalisé une estimation des pertes et créations d'emplois induites par l'évolution de l'économie liée à la lutte contre le réchauffement climatique. La transition verte créerait 18 millions d'emplois d'ici 2030.

C'est parce que je suis un décideur politique responsable que je veux agir. C'est par les élus, et notamment les élus locaux, que s'opèreront les changements indispensables à notre survie et à celle de l'Humanité.

C'est aussi la raison d'être de ce forum : agir. Politiques, chefs d'entreprises, partenaires sociaux, citoyens... La volonté doit être partagée et la solution est entre les mains de chacun. Le dialogue social territorial est primordial.

1. La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (en anglais Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, IPBES) est un groupe international d'experts sur la biodiversité. Pluridisciplinaire, ce "GIEC de la biodiversité" a pour premières missions d'assister les gouvernements, de renforcer les moyens des pays émergents sur les questions de biodiversité, sous l'égide des Organisation des Nations unies (ONU).

Les solutions existent, il ne manque plus que les décisions politiques courageuses mais responsables pour les mettre en œuvre.

Des décisions : à Grande-Synthe par exemple, toute l'électricité consommée par la ville est 100% d'origine renouvelable et 75 % du gaz utilisé pour les équipements de la ville provient de la méthanisation¹ (aucun fournisseur n'ayant été capable de nous en fournir 100% pour le moment). À la CUD, une délibération-cadre agricole et alimentaire vient d'être adoptée pour passer les cantines de l'agglomération au 100% bio et local en participant à la conversion des exploitations agricoles en agroécologie ou en permaculture² et en mettant des terres à disposition de porteurs de projet souhaitant s'installer dans ces filières. Par ailleurs, c'est également le lancement du bus gratuit pour tous, répondant à des enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

Côté industrie, du projet éolien offshore à l'annonce de l'installation de l'usine H2V (production d'hydrogène, l'énergie de demain, à partir d'énergie renouvelable) en passant par la possibilité offerte par le procédé Hybrit de remplacement du coke, producteur de CO₂, par de l'hydrogène afin de faire de l'acier, la convergence des volontés exprime un véritable renouveau économique et industriel, intégrant des critères respectueux de l'Homme et de son environnement.

En janvier 2018, le dossier « *Transformation d'un écosystème industrialo-portuaire* »

porté par la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) et ses partenaires, dont la Ville de Grande-Synthe est retenu par le Premier Ministre dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Territoires d'Innovation de Grande Ambition* » (TIGA). Dans ce dossier, le Forum figure comme la pierre angulaire de ce dialogue territorial pour amplifier une dynamique collective de transformation économique, écologique et sociale.

C'est de cela aussi dont il s'agit dans ce Forum : comment accompagner notre industrie dans sa mue pour faire en sorte qu'elle soit moins émettrice de nuisances environnementales tout en pérennisant ses outils industriels? Comment accompagner les industries vers leur reconversion pour les pousser vers le renouvelable par exemple? Comment optimiser et exploiter au mieux les énormes compétences des entreprises du territoire et de leurs salariés pour opérer les transitions indispensables au bien-être des populations de l'agglomération et apporter notre contribution à la lutte contre le changement climatique?

Il y a des images qui me hantent. Des situations que je n'accepte pas de créer par l'inaction ou le refus de changer les choses. C'est l'image de Denain ou de Louvroil par exemple, des villes qui ne se relèvent pas 35 ans après la fermeture de leurs sites industriels. En relisant un livre écrit par mon père en 1977, alors maire de Grande-Synthe, j'ai redécouvert qu'il

1. La méthanisation est une technologie basée sur la dégradation par des micro-organismes de la matière organique, en conditions contrôlées et en l'absence d'oxygène, donc en milieu anaérobie, contrairement au compostage qui est une réaction aérobie. Cette dégradation provoque un produit humide, riche en matière organique partiellement stabilisée, appelé digestat et du biogaz, mélange gazeux saturé en eau à la sortie du digesteur et composé d'environ 50 % à 70 % de méthane, de 20 % à 50 % de gaz carbonique et de quelques gaz traces.

2. Méthode systémique et globale qui vise à concevoir des systèmes en s'inspirant de l'écologie naturelle (biomimétisme ou écomimétisme) et de la tradition.

s'était opposé à l'implantation d'Usinor Mardyk à Dunkerque. Il argumentait le risque de se retrouver dans une situation de dépendance trop forte à une seule industrie ; situation qui pouvait s'avérer dramatique en cas de départ de celle-ci. À peine quelques années plus tard, l'Histoire lui a donné raison.

Alors, agissons, tant qu'il est encore temps, anticipons, innovons, osons, faisons preuve d'audace. Il importe de pérenniser notre tissu économique local mais aussi de diversifier notre activité économique. En somme, il s'agit d'inventer le modèle de développement de demain à l'échelle du Dunkerquois, cette question est au cœur de la journée.

Enfin, il y a les citoyens. Chacun et chacune d'entre nous, avant d'être responsable associatif, chef d'entreprise, syndicaliste, ouvrier, spécialiste ou élu est avant tout un homme ou une femme qui consomme, qui se déplace, qui réside sur ce territoire. **Chaque geste au quotidien, chaque choix fait a une importance considérable.** Nous sommes tous les colibris de Pierre Rabhi.

Hervé PIGNON

Directeur régional de l'ADEME Hauts-de-France

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) s'est positionnée autour de trois grands défis.

- L'épuisement des ressources, pour lesquelles, au rythme de consommation actuelle, nous atteignons une première limite avec des coûts de fonctionnement de plus en plus élevés pour le monde économique, les citoyens, les collectivités,
- L'activité et l'emploi pour tous, avec un encouragement à faire évoluer les activités autour de deux scénarii : le 100 % gaz renouvelable, grâce à la méthanisation et au biométhane injecté, et le 100% électricité grâce aux énergies renouvelables,
- Le réchauffement climatique.

“ Notre objectif : revisiter notre rapport à la planète, à la biodiversité, aux énergies, aux matières premières, à la consommation, à la production... Pour passer de l'économie de la possession à l'économie du partage, créatrice d'emplois et durable.

Les transitions énergétique et écologique, accélérées par la révolution numérique donnent une merveilleuse troisième révolution industrielle REV3, unique en France, aventure dans laquelle Grande-Synthe s'est lancée dès le départ. Une aventure salvatrice et durable, dans laquelle nous sommes tous engagés aujourd'hui. Pour y parvenir, nous avons plusieurs convictions.

L'échelle locale et territoriale est primordiale. Si les enjeux sont sur la table nationale, européenne et internationale (ONU, GIEC, conférence des parties...), aujourd'hui, l'heure est aux territoires et aux bassins de vie. Là où les différents acteurs, les citoyens, le tissu associatif, le monde économique et les élus fonctionnent et s'articulent ensemble.

Nous devons construire un récit collectif, une vision positive d'un avenir qui nous appartient. Il n'y a pas de fatalité, nous décidons de ce que nous serons aujourd'hui, demain et après-demain. Nous ne subissons pas l'histoire, nous l'écrivons. Le master plan de REV3, ce que vous faites ici dans le deuxième forum, et ce que vous avez fait magistralement dans le premier, sont de beaux exemples de récits collectifs territoriaux.

Le rôle de l'élu change. L'élu n'est plus qu'aménageur, il fait fonctionner les territoires, il anime, il est l'interface des acteurs, publics, privés, citoyens, à l'échelle des bassins de vie. L'ADEME, face aux différents gouvernements qui se sont succédés, a défendu et défend l'importance de la décentralisation pour donner le

pouvoir et les moyens aux élus et collectivités d'assurer ce rôle d'animateur et de mobilisateur des différents acteurs.

Aujourd'hui, l'ADEME a trois démonstrateurs nationaux, avec lesquels elle a signé des protocoles : Grande-Synthe, avec Damien Carême, Loos-en-Gohelle, avec Jean-François Caron, Fourmies, avec Michael Hiraux. Trois démonstrateurs sur les conduites du changement uniques en France.

Trois élus qui ont pris conscience et qui se sont lancés dans une aventure unique et collective, telle que vous la vivez aujourd'hui.

Les Assises européennes de la transition énergétique sont nées à Dunkerque. Vous étiez précurseurs, prémoniteurs, visionnaires.

Vous avez énormément d'initiatives, de diversité, de richesses. Vous avez un port. Et beaucoup de questionnements. Quel devenir d'un port vis-à-vis d'une économie qui est de plus en plus circulaire et localisée ? Quel après-pétrole pour un territoire au tissu industriel très important ?

Pour toutes ces grandes questions, nous sommes et serons à vos côtés, de façon déterminée et publique, pour vous accompagner dans ces transitions.

nomades
SEDENTAIRES
DYNAMISME - NOUS!
ON EST LÀ!
Énergie
SÉDENTARISE L'EMPLOI!
Bonne nouvelle!

CHANGEMENT TERRITRIQUE A SA SPÉCIFICITÉ!
et donc sa COMPLÉMENTARITÉ
des entreprises mondiales ONT LEUR SIÈGE dans la Région

PROSPECTIVE RETOURNE le futur VERS le présent
ON NE RETOURNE PAS EN PROSPECTIVE SANS CONSÉQUENCE SUR SOI!
Il faut être à la hauteur de ce qui nous attend
Autour de nous
Action publique
CA CHAMBARDE mais il faut que ce soit CONSTANT!
RECHÈCHE de solutions
DES STRATÉGIES

ON A la solution RAHYDROGÈNE!
Mais comment convaincre les autres camarades?
FAIRE DES PROPOSITIONS
IMAGINER DES SOLUTIONS
FERMÉ*
à la CGT même s'ils ont de bonnes idées!

ÇA PREND DU TEMPS
Perdre un peu trop!!
PLEIN D'AUTRES PROJETS
TIGA PAV3
CANTINES BIO



RESSOURCES ET OUTILS

► **RAPPORTS ET ÉTUDES**

WWF. « *1er août 2018 : jour du dépassement mondial* ».

www.wwf.fr/jourdudepassement

CNRS et Museum d'Histoire Naturelle. « *Où sont passés les oiseaux des champs ?* ».

Article à retrouver sur : lejournal.cnrs.fr

Gauvain Dossantos, l'Express
« *Aucune industrie ne serait rentable si elle payait ses "taxes environnementales"* ».

Article à retrouver sur : fr.express.live

Trucost Plc et TEE for Business Coalition. « *Natural capital at risk : the top 100 externalities of business* », avril 2013.

Étude sur le coût des externalités environnementales des plus grandes industries de la planète, à retrouver sur : naturalcapitalcoalition.org

Organisation Internationale du Travail. « *Une économie verte et créatrice d'emplois* », 2018.

Rapport à retrouver sur : www.ilo.org

ADEME. « *Contribution de l'ADEME à l'élaboration de visions énergétiques 2030-2050* »

Document technique et synthèse à retrouver sur : www.ademe.fr

► **LIENS**

Ville de Grande-Synthe

www.ville-grande-synthe.fr

ADEME

www.ademe.fr

Rev 3

(voir page 112)

ZOOM SUR TIGA

L'action TIGA fait partie du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), lancé par le gouvernement en 2017. Dotée de 450 millions d'euros sur 10 ans, l'action TIGA a pour objectif de sélectionner et d'accompagner un nombre limité de territoires d'intérêt national dans la construction d'un projet de transformation et de durabilité du territoire afin d'améliorer la qualité de vie des habitants.

rande-Synthe, Vice-président de la CUD, en charge de la
ciale

Syndical CGT

omiste, Mines Paris Tech

, Directeur d'études associé à la coopérative de conseil

dent de la Mission REV 3 Hauts-de-France

on par Sylvain Allemând, journaliste indépendant



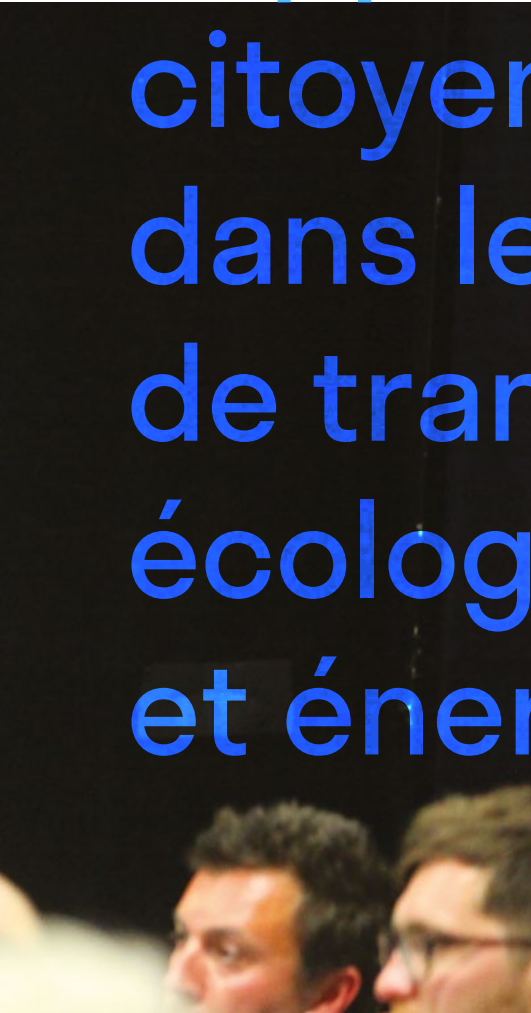
Comment faciliter l'appropriation par tous des enjeux de transition écologique

1

et énergétique ? Quels moyens
pour susciter et encourager
l'engagement ? Comment
rendre chacun acteur du
changement ?



L'appropriation citoyenne dans les projets de transition écologique et énergétique



Jérémy Verbecke, vice-président de l'association étudiante "Green Team" du Master Développement Durable et économie de l'environnement

© Mélanie Niemierz - Ville de Grande Synthe

LES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

► « **COLLECTIF EN RUE** », QUAND
L'AMÉNAGEMENT DEVIENT VECTEUR
DE DÉVELOPPEMENT INDIVIDUEL
ET COLLECTIF

Farid SAKTA

Éducateur spécialisé

Il y a quelques années, des éducateurs accompagnant des jeunes qui n'entrent pas dans les structures de droit commun ou s'étant fait radier des dispositifs font un constat simple : même si ces jeunes trouvent un emploi, il leur en manque les codes, les rythmes, les comportements, le respect de la hiérarchie... Ils cherchent alors à développer un apprentissage de ces compétences via la mise en place et l'organisation d'un projet collectif. « *Étant à Grande-Synthe, ville de la biodiversité, nous*

nous sommes naturellement tournés vers un projet autour de l'écologie et de la récupération », explique Farid Sakta. « *Nous avons réuni des jeunes pour construire, à partir de bois de palettes, une cabane, objet affectif qui parle à tout le monde et qui était une envie exprimée par les habitants* ».

Cette cabane est devenue chalet - « l'éco-chalet » - avec un toit végétalisé de 36 m², sur le jardin des résidences fleuries à Grande-Synthe.

La dynamique s'étend ensuite aux habitants de Saint Pol, qui en développent l'aspect transgénérationnel, en travaillant avec des familles. Et se concrétise en une association, « Ecochalet », portée par les jeunes, dont les éducateurs accompagnent le montage, mais qui est alors encore très fragile.

« *J'ai ensuite travaillé sur le secteur de Guynemer Jean-Bart, qui bénéficie d'un plan ANRU¹* », continue Farid Sakta. « *Pour nous, l'ANRU¹, ce sont des ingénieurs, des architectes, des gens qui viennent de loin, qui*



1. Le Programme National pour la Rénovation Urbaine (PNRU), institué par la loi du 1er août 2003 pour la ville et la rénovation urbaine, est un programme national de transformation des quartiers classés en Zones Urbaines Sensibles (ZUS) (logements, équipements publics et aménagements urbains). Sa mise en œuvre a été confiée à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

pensent pour les habitants, qui s'en vont et qui les laissent avec leurs difficultés. Nous nous sommes dit que nous avons peut-être un rôle à jouer. » Les éducateurs accompagnent alors les jeunes de l'association à monter un collectif pluridisciplinaire, avec des architectes, le chargé de mission art et médiation de la ville de Dunkerque, une plasticienne, un groupe de sociologues... Le « Collectif En Rue » est né.



« Nous re-créons des espaces de convivialité dans les quartiers pour redynamiser la vie locale à travers le montage et la construction, la restauration de lieux.

Ce Collectif a à cœur de s'inscrire dans une démarche écologique et de récupération. *« En faisant le tour des ateliers municipaux des différentes villes et quartiers, nous nous sommes rendus compte qu'ils fourmillaient de ma-*

tériaux non utilisés », souligne Farid Satka. *« Nous récupérons, assemblons, structurons, apportons une touche artistique et nous installons avec les habitants, dans les quartiers, des bancs, des structures de repos, des plateformes, des chalets... »*

Aujourd'hui, les 3/4 des jeunes qui participent aux projets se servent des compétences acquises pour chercher un emploi ou les déployer au sein de leur emploi. Certains ont même intégré des formations sur des métiers qu'ils avaient découvert à travers le Collectif. À chaque fois, les projets, concrets, créent un appel et attirent la curiosité des habitants. Résultat : les ateliers et rencontres sont très souvent remplis. *« Quand vous construisez avec les habitants, pour les habitants et que vous répondez à leurs besoins, vous pouvez être certain que ça marche et que les structures seront durables et entretenues. »*



► **ENERULCO, DES ACTIONS ENVIRONNEMENTALES PAR ET POUR TOUS LES USAGERS DE L'UNIVERSITÉ**

Iratxe CALVO-MENDIETA

Enseignante chercheur à l'université du littoral (ULCO) en économie de l'environnement et en développement durable et coordinatrice d'un master en Économie et Gestion de l'Environnement et Développement Durable (EGEDD)

Myriam COURCO-LEMAIRE

Directrice des relations internationales à l'université du littoral

Jérémy VERBECKE

Étudiant, vice-président de l'association étudiante « Green Team » du Master Développement Durable et économie de l'environnement

En 2015, alors en responsabilité d'un Master, Iratxe Calvo-Mendieta repère des incohérences environnementales dans les classes, les espaces communs et l'espace universitaire en général. Entourée de collègues, et constatant que les factures de consommation énergétiques étaient très élevées, elle se penche sur la question des économies d'énergie. Rapidement, ce groupe souhaite élargir le collectif : ils décident de réunir tous les usagers, étudiants, personnel technique, administratif, enseignants pour réfléchir, ensemble, aux actions à mener pour améliorer la situation environnementale de l'Université.

« Nous avons donc organisé une projection du film « Demain » entre midi et deux, de façon à ce que tout le monde puisse être présent », explique Iratxe Calvo-Mendieta. « Après le film, nous avons profité de ce public captif pour les faire travailler ensemble sur 5 thématiques lors d'un café urbain, au cours duquel ils avaient 10 minutes pour proposer des actions sur chaque thème. Après 45 min, nous avons collecté une centaine d'actions que nous avons ensuite hiérarchisées. Cinq actions prioritaires sont ressorties, pour lesquelles nous avons mis en place des groupes de travail, basés sur le volontariat, que nous avons réunis et continuons à réunir depuis. »

De par sa fonction, Myriam Courco-Lemaire n'a pas de lien direct avec l'environnement, elle a en charge le programme Erasmus et l'accueil des étudiants internationaux. Mais elle assiste à la projection du film « Demain » et a envie de participer aux ateliers. « J'ai intégré le groupe sur le recyclage des papiers, qui s'est réuni régulièrement et a mis en place des actions concrètes, notamment sur la récupération du papier en travaillant avec une entreprise de collecte, Green Paper man », explique-t-elle.

“ **La démarche a permis de faire participer des collègues qui ne seraient pas forcément venus et surtout de mixer les publics : étudiants, personnels administratifs, enseignants...** ”

« Chacun vient avec ses expériences, ses idées, son point de vue... Aujourd'hui, nous démarrons la troisième année : les projets avancent, la dynamique a un bon écho et les gens continuent à se sentir concernés. »



De son côté, Jérémy Verbecke, étudiant, intègre le projet par curiosité. « Notre présidente avait participé à l'un des ateliers », explique-t-il. « Elle nous avait encouragé à y aller en trouvant un bon argument : le sandwich était gratuit ! » Jérémy et d'autres se prennent au jeu et se réunissent autour de projets qui leur semblent nécessaires pour l'Université. « Ce qui est bien, c'est que, pour une fois, on donne la parole aux étudiants », constate-t-il. « Et cela nous a permis d'échanger avec les enseignants et le personnel. »

Pour mobiliser l'ensemble de la communauté, ils encouragent le bouche à oreille en invitant systématiquement les étudiants croisés dans l'Université, en parlent sur les réseaux sociaux, collent des affiches, et réalisent des goodies : des autocollants « Eteins la lumière » « Impression recto-verso », des pots à crayons à faire soi-même... Avec un objectif : encourager des gestes qui paraissent tout simples mais qui sont indispensables.

► L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GRANDE SYNTHÉ, OU COMMENT MOBILISER LES PUBLICS ÉLOIGNÉS

Julian MIERZEJEWSKI

Coordonnateur de l'Université Populaire de Grande-Synthe

Née en 2010, l'Université Populaire de Grande-Synthe a une forte particularité : celle d'être un service de la ville, animée par des agents municipaux. Une originalité très liée au contexte local et à la volonté politique de nourrir l'engagement citoyen et de développer l'éducation populaire¹. L'équipe de l'Université Populaire a également le rôle d'alerter sur des situations d'habitants qui n'ont pas trouvé de réponses à leurs demandes dans d'autres services publics.

« Nos objectifs sont d'encourager l'esprit critique des habitants, en les amenant à débattre sur de grands enjeux sociaux, économiques, écologiques contemporains, et de proposer des informations alternatives à celles des médias, qui ont plutôt tendance à nourrir les préjugés et les a priori plutôt qu'à nourrir l'esprit citoyen », explique Julian Mierzejewski.

Grande-Synthe est une ville populaire et des obstacles économiques, sociaux, psychologiques, peuvent amener les citoyens à se sentir éloignés de la participation politique ou associative. Dès le départ, l'Université Populaire a donc mis en place des actions très concrètes qui prennent en compte les conditions matérielles d'existence des habitants.

1. L'éducation populaire vise essentiellement l'amélioration du système social et l'épanouissement individuel et collectif, en dehors des structures traditionnelles (famille) et institutionnelles (enseignement).

“**Les actions ne sont mobilisatrices que si elles répondent aux besoins quotidiens des habitants**”

« Depuis 2011, nous avons développé des jardins d'auto-production potagère en pied d'immeuble », explique Julian Mierzejewski. « Les habitants produisent une partie de leur alimentation en bas de chez eux pour faire des économies, réinvestir l'espace public, avoir accès à des produits sains, sans résidus de pesticides et pas forcément accessibles d'habitude dans les quartiers populaires ».

Aujourd'hui, 6 jardins sont créés et 170 familles sont concernées par le projet. Pour mobiliser les riverains, les agents municipaux et les bénévoles font du porte à porte, prennent le temps de discuter, en profitent pour vérifier

que le projet corresponde bien aux attentes des habitants et pour recruter les futurs jardiniers.

« Nous avons la chance d'occuper une maison passive construite en 2008, « la maison écologique », dans laquelle nous gérons une banque de semences, de façon commune, avec l'aide des jardiniers, des habitants... », souligne Julian Mierzejewski. « Tout le monde est bienvenu pour découvrir des semences paysannes, les partager et pouvoir cultiver des légumes entièrement libres! »

Dans le même état d'esprit, l'Université a mis en place des ateliers sur le « faire soi-même » (produit d'hygiène, d'entretien, peintures...) pour permettre aux habitants de faire des économies, de préserver leur santé tout en s'informant sur certains sujets d'actualité, comme les perturbateurs endocriniens par exemple.



Car pour Julian, l'un des obstacles empêchant les habitants de s'engager réside dans la précarité. S'ils n'entendent pas répondre à cette précarité (d'autres services municipaux s'en occupent), les agents et bénévoles mettent en place des ateliers pour accompagner les habitants. *« Des écrivains publics par exemple donnent du temps et de leurs compétences pour aider d'autres habitants dans leurs problèmes administratifs, leurs courriers... »*, raconte Julian Mierzejewski. *« Ces écrivains sont pour la plupart des retraités, issus de classes sociales moyennes ou supérieures, et ont souvent un parcours militant. Dans les quartiers populaires, il est très important de faire venir d'autres classes sociales. Cela témoigne d'une solidarité forte : les bénévoles n'attendent rien en retour, ils aident les habitants comme ils aideraient leurs voisins à porter leurs courses. »*

L'Université Populaire met également en place des réflexions collectives à l'échelle de la ville sur des sujets transversaux. En 2013, ils ont ainsi organisé un forum sur l'autonomie alimentaire qui a réuni habitants, agriculteurs, techniciens de la ville, élus... Et duquel sont ressorties des initiatives concrètes, dont la création par les citoyens d'un groupement d'achats de produits bio, pour les rendre accessibles aux habitants qui n'en ont pas les moyens.

« Le plus difficile est de faire le lien entre la pensée critique, les conférences-débats et les activités concrètes », conclut Julian Mierzejewski. *« Nous constatons par exemple que, dans les quartiers populaires, de nombreux*

habitants sont en recherche de solutions sur les thématiques alimentaires, se posent des questions sur les liens avec les paysans, sur le gluten, les perturbateurs endocriniens... La sphère de l'alimentation-santé est vraiment un bon levier de mobilisation. »

Iratxe Calvo-Mendieta

« Pour aller dans le même sens : alors que nous nous attendions à récolter une majorité d'idées « classiques » sur les déchets ou l'énergie lors du café urbain, nous avons été très étonnés de voir que la thématique du jardin est fortement ressortie... Et ce, sur les deux cafés urbains que nous avons organisés ! C'est vraiment une porte d'entrée intéressante. »

LES RESSORTS DE L'APPROPRIATION CITOYENNE

Les participants à l'atelier ont mis en commun leurs plus belles actions individuelles de participation citoyenne liées à la transition, qu'ils ont regroupées et mutualisées autour de 5 grandes idées. Ces idées ont ensuite été travaillées en groupes et ont fait émerger quelques leviers pour favoriser l'appropriation citoyenne dans les projets de transition.

Valoriser l'investissement non financier et intégrer des formes de rétribution

Grâce, par exemple, à la mise en place d'une **installation ENR avec la valorisation des formes d'investissement autre que financiers** (valoriser le temps passé, les compétences...) et **des contreparties de services** en guise de rétribution.

S'appuyer sur des dynamiques existantes

En essayant par exemple **Alternatiba** sur le territoire, qui bénéficie d'une notoriété nationale et d'outils et processus d'auto-formation existants. Ou en s'appuyant sur des associations ou dynamiques existantes, comme Surfrider, Zéro déchets, World clean up Day, qui permettent une opérationnalité immédiate (kits d'outillage, de communication...).

Organiser des opérations pédagogiques et familiales

Organiser une opération de nettoyage du canal de Bergues en famille ou développer le solaire citoyen (à l'échelle d'une école par

exemple) peuvent être de bons supports pédagogiques pour tous : inclure les enfants permet de sensibiliser plus facilement les parents.

Développer l'entrée « santé et alimentation »

Organiser une opération de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les foyers de vie permet par exemple d'aborder concrètement et au plus près des habitants de nombreuses thématiques (consommation, environnement, compost...) et de toucher différentes sphères (la maison, l'école...).

► QUELQUES CLÉS POUR RÉUSSIR VOS PROJETS CITOYENS...

- Être d'emblée dans le faire, l'action, et mobiliser des compétences opérationnelles existantes
- S'inspirer d'autres initiatives inscrites dans des logiques de « co-production »
- Obtenir le soutien des élus locaux, des médias locaux, et autres facilitateurs ou influenceurs,
- Veiller à sortir du cercle de militants et aller au-devant des « publics-cibles »
- Diversifier les formes de sensibilisation (artistiques, pédagogiques...)
- S'assurer de l'accessibilité à tous, en développant par exemple des partenariats avec des acteurs économiques locaux
- Prévoir une révision continue des objectifs et une capitalisation des process pour es-saimer à d'autres structures ou territoires

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACTS DES INTERVENANTS



Animatrice

Anne Lefevre

Communauté Urbaine de Dunkerque.



Jérémy Verbecke

*Vice - président de l'association
« La Green Team »*

Master 2 Economie

**Gestion de l'Environnement et
du Développement Durable**

Université du Littoral-Côte-
d'Opale

jeremy-59760@hotmail.fr



Iratxe Calvo-Mendieta

*Responsable du Master 1
Gestion de l'environnement -
EGEDD*

**Laboratoire Territoires, Villes,
Environnement, Société (TVES)**

i.calvo@univ-littoral.fr



Myriam Courco-Lemaire

*Directrice des relations
internationales*

Université du littoral

myriam.lemaire@univ-littoral.fr

► PROJETS ET INITIATIVES CITÉS

Alternatiba

www.alternatiba.eu

Surfrider

www.surfrider.eu

Zéro Déchets

www.famillezerodechet.com

World Clean up Day

www.worldcleanupday.fr



Farid Satka

Collectif EN RUE

ecocholet59@gmail.com



Patrick Le Bellec

Collectif EN RUE

patrick.lebellec@ville-

dunkerque.fr



Julian MIERZEJEWSKI

*Coordonnateur de l'Université
Populaire de Grande-Synthe*

**Université Populaire de Grande-
Synthe**

j.mierzejewski@ville-grande-
synthe.fr



Mesurer, comprendre et améliorer la qualité de l'air



Comment les collectivités locales, les entreprises et les industriels peuvent-ils œuvrer pour une meilleure qualité de l'air (intérieur et extérieur) ? En quoi des objectifs d'amélioration de la qualité de l'air sont-ils vecteurs d'une transition écologique, énergétique et économique du territoire ?

LES EXPÉRIENCES

INSPIRANTES

► LA QUALITÉ DE L'AIR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Claudie DRYJANSKI

Coordinatrice territoriale, ATMO Hauts-de-France

Née il y a 42 ans sur le Dunkerquois à l'initiative de partenaires locaux, ATMO est l'association agréée par le Ministère de la transition écologique et solidaire en tant qu'Observatoire régional de l'air pour la surveillance, l'information du public et l'alerte sur la qualité de l'air en Hauts-de-France.

Les associations agréées travaillent de manière coordonnée à l'échelle nationale, en suivant des règles administratives communes, et des normes techniques et scientifiques européennes, traduites en droit national pour chaque pays. La surveillance de la qualité de l'air suit les mêmes règles techniques dans tous les pays de l'Union européenne.

Dans les Hauts-de-France, ATMO mesure les concentrations de polluants atmosphériques dans 53 stations, dont, dans le Dunkerquois, 6 stations automatiques fixes, qui fonctionnent en permanence et 7 stations mobiles. Les données collectées sont transmises en direct sur le site internet, sur lequel sont proposées des informations sur les épisodes de pollutions, des cartes de prévisions et de modélisation de la qualité de l'air établies quotidiennement

ainsi que des cartes stratégiques, qui mettent en lumière les zones à enjeu qualité de l'air prioritaire.

Ce site Internet offre également la possibilité de s'abonner gratuitement pour obtenir les épisodes de pollution en direct, les indices calculés quotidiennement ou les informations sur les pollens par exemple.

« Nous sommes par ailleurs chargés d'alerter les instances en cas d'augmentation des concentrations et de dépassement des seuils fixés avec deux niveaux : un niveau d'information-recommandation, et un niveau d'alerte », explique Claudie Dryjanski. « En termes d'exposition individuelle à la pollution atmosphérique, il est important de rappeler que nous passons en moyenne 20% de notre temps en air extérieur, et 80% en air intérieur. »

Actuellement, ATMO travaille à l'alimentation des Plans Climat Territoriaux sur leur volet « Air », et, en amont des projets d'aménagement et d'urbanisme, sur la prise en compte des questions de qualité de l'air pour faciliter l'aide à la décision des élus. « Dans le Dunkerquois, nous travaillons particulièrement avec la CUD sur le programme national « ville respirable en 5 ans », qui affiche des enjeux importants sur la santé », précise Claudie Dryjanski.

Les tendances favorables repérées sur le Dunkerquois :

- 3 polluants réglementés sont en baisse depuis 2008 : le dioxyde d'azote¹, les poussières en suspension de moins de 10 microns et de moins de 2,5 microns (les plus fines qui sont mesurées en continu actuellement)

1. Gaz brun-rouge toxique à l'odeur âcre et piquante, polluant majeur de l'atmosphère terrestre produit par les moteurs à combustion interne et les centrales thermiques.

- les concentrations moyennes annuelles de dioxyde de soufre diminuent.

Les points de vigilance sur le Dunkerquois :

- Les teneurs moyennes annuelles en ozone augmentent,
- En situation de proximité industrielle, les concentrations en hydrocarbures aromatiques polycycliques¹, qui sont des composés organiques volatiles, et en nickel sont en augmentation.

QUELQUES CHIFFRES

15000 litres d'air
sont respirés en moyenne par jour
et par personne.



Des études sanitaires ont mis en évidence qu'environ
6 mois d'espérance de vie
étaient perdus dans la région
lorsque les valeurs réglementaires
(valeurs cibles) ne sont pas
respectées en particules PM_{2.5}.



48 000 décès prématurés
en France sont liés à la pollution
atmosphérique, ce qui correspond
à 6 500 décès prématurés dans la
région Hauts-de-France.



Le Sénat a réalisé une évaluation
du coût global de la pollution
atmosphérique : il s'élève à
100 milliards d'euros
par an et en France.

1. Ces hydrocarbures proviennent de la combustion du carburant automobile, de la combustion domestique (charbon, bois...), de la production industrielle (aciéries, alumineries...), de la production d'énergie (centrales électriques fonctionnant au pétrole ou au charbon...) ou des incinérateurs

► LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR

Cécile BASUIAU-CAUDRON

CEREMA

Pour l'OMS¹, le polluant de l'air intérieur concerne tout ce qui est susceptible d'altérer la qualité de l'air en nuisant au bien-être physique, moral et social des usagers. Selon l'observatoire de la qualité de l'air intérieur, un air de qualité acceptable pour un habitat ne contient aucun polluant connu à des concentrations dangereuses (il contient donc des polluants mais en-deçà de valeurs sanitaires à ne pas dépasser) et est un air pour lequel la majorité des occupants n'exprime pas d'insatisfaction.

Dans nos modes de vie occidentaux, nous passons environ 80% de notre temps dans des lieux clos (un nombre qui monte à 90% à 95% pour les enfants) et 25 à 30% de la population des pays industrialisés est allergique (dont environ 3,5 millions d'asthmatiques en France). Et cela va en augmentant.

« Une étude réalisée par l'Anses, l'OQAI et l'Université Sorbonne Panthéon I a montré que le coût de la mauvaise qualité de l'air intérieur représente environ 19 milliards d'euros par an à la France », explique Cécile Basuiau-Caudron. « Le remboursement des médicaments contre l'asthme en 2007 représente à lui seul 1 milliard d'euros! »

3 types de polluants :

- chimiques (formaldéhyde, benzène, soufre..),
- physiques (particules fines², amiante...)
- biologiques (moisissures...).

2 types de sources de pollution :

- via l'**air extérieur** (polluants industriels et automobiles, agricoles, pollens, moisissures, polluants émanant du sol...),
- via **les sources intérieures** (tabagisme, ménage et produits chimiques, appareils électroniques (potentiellement émetteurs d'ozone), les produits de construction et d'aménagement (mobilier, peintures...), les appareils à combustion (poêles à pétrole...), les occupants (parfum, activité...), les animaux domestiques (poils...)

FOCUS SUR TROIS POLLUANTS

- **Radon** : gaz radioactif naturel, de source extérieure, provenant principalement du sol et qui peut se retrouver dans nos habitats.
- **Formaldéhyde** : polluant considéré comme cancérigène certain, de source intérieure car il est émis par tout ce qui est collé ou reconstitué, notre mobilier par exemple. Ce polluant peut notamment causer le cancer du nasopharynx. Une valeur guide repère à retenir : 10 microgrammes par m³ d'air (10µg/m³).
- **Le benzène** : plutôt de source extérieure car il provient de la combustion (essence...). Également cancérigène certain, il est aussi mutagène. Une valeur guide repère à retenir : 2 microgrammes par m³ d'air (2µg/m³).

1. Organisation Mondiale de la Santé

2. ou particules en suspension, désignent toutes les particules (solides ou en aérosols) portées par l'eau ou l'air, et qui sont - dans leur ensemble - classées cancérigènes pour l'Homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

Les bons réflexes à adopter

- **Limiter les sources**, en choisissant mieux par exemple ses matériaux de construction, son mobilier... Un étiquetage est obligatoire pour les matériaux de construction et décoration, les écolabels peuvent également être de bons guides,
- **Aérer et ouvrir des fenêtres** au moins 2 fois 5 minutes par jour. Si un système de ventilation existe, il faut veiller à son entretien régulier.
- **Informé** pour sensibiliser voisins, amis, collègues, à la qualité de l'air intérieur.
- **Mesurer et surveiller** si possible

Aujourd'hui, une réglementation de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public s'applique en France. Les écoles, haltes garderies et crèches sont les premières à être concernées depuis le 1er janvier 2018. En 2020, s'y ajouteront les établissements du second degré (colleges et lycées) et les centres de loisirs, et en 2023, les piscines, EHPAD et établissements pénitentier.

Cette réglementation contient une évaluation des moyens d'aération et de ventilation (existent-ils et sont-ils fonctionnels?), qui doit être accompagnée de la mise en place soit d'une campagne de mesure sur les 4 polluants considérés comme principaux, soit d'un plan d'actions d'amélioration continue pluriannuel.

« Avec la CUD, nous avons mis en œuvre l'ensemble de cette réglementation : évaluation, campagne de mesure et plan d'actions », sou-

ligne Cécile Basuiiau-Caudron. « D'abord sur 4 sites test, et ce en vue de mettre en place dans un second temps un protocole général d'amélioration continue de la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments publics. »

► TIGA, L'AMBITION D'UNE QUALITÉ DE L'AIR SAINE POUR TOUS

Nicolas PREGO

SUEZ

TIGA, acronyme de Territoire d'Innovation de Grande Ambition, est un concours national lancé en 2017 par l'État au travers d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI). Il a pour objectif de désigner 10 territoires ambassadeurs à l'international de projets originaux associant un haut niveau d'innovation et un écosystème territorial. 116 territoires français se sont portés candidats... Dunkerque fait partie des 24 territoires retenus à l'AMI.

« Dans son dossier de candidature, Dunkerque a posé le constat d'avoir réussi la première et la 2ème révolution industrielle, et affirme qu'il entend réussir la 3ème révolution industrielle », indique Nicolas Prego. « Ceci, en conservant son caractère portuaire et industriel évidemment, mais en adéquation avec le bien-être de ses habitants, la qualité de vie de son territoire et son attractivité pour les acteurs économiques ».

Présenté en fin d'année 2018, le dossier Dunkerquois porte la question de la qualité de l'air comme une ambition collective et un

marqueur majeur. Et sur ce marqueur, les acteurs ont souhaité s'engager dans une obligation de résultats : l'objectif très ambitieux fixé est, qu'à horizon 2027, aucun citoyen ne soit plus exposé une seule journée dans l'année à des niveaux de pollution de l'air supérieurs aux normes internationales et européennes. « *Décideurs publics, élus, entreprises, associations... Nous nous sommes tous mis autour de la table et sommes en train de travailler sur le sujet pour définir les outils, les méthodes, les moyens que nous allons mettre au service de cette ambition* », explique Nicolas Prego. « *Et nous allons y arriver!* »

Pour illustrer les nombreuses initiatives portées dans ce dossier, Nicolas Prego prend pour exemple la technique du puit de carbone, dispositif existant depuis très longtemps et pourtant une innovation majeure. Des gaz, issus des cheminées d'entreprises industrielles par exemple, sont introduits dans une sorte d'« aquarium », rempli d'algues qui captent le CO₂ et les particules fines PM₁₀ et PM_{2.5}, récupérées et transformées en énergie pour les habitations. « *C'est un tout petit exemple ; des dizaines d'autres sont réfléchis et définis dans les groupes de travail que nous menons avec l'ensemble des parties prenantes, dont l'ATMO, l'Université du littoral, la CUD, les industriels du territoire....* » conclut Nicolas Prego. « *Et j'espère que nous aurons d'autres idées au cours de ce forum* ».

► TERRAO, OU COMMENT « LAVER » LA POLLUTION DE L'AIR

Jaouad ZEMMOURI

PDG de Terraosave

« *La plupart des gens considèrent que l'air, ce n'est rien : nous ne le voyons pas, donc il n'existe pas et indirectement nous pouvons continuer à le polluer* », démarre Jaouad Zemmouri. « *Encore récemment, lorsque nous voulions purifier quelque chose, nous disions « brûlons-le », comme si ce que nous envoyons dans l'air n'allait nulle part! Or, les Hommes sont tous à égalité face à une seule chose aujourd'hui : milliardaire, mendiant, ou Président de la République, tous, nous respirons le même air. L'air est un bien commun qu'il faut préserver.* »

Partenaire du projet TIGA, l'entreprise a mis en place depuis quelques mois une technologie pour capter la pollution là où elle se trouve, c'est à dire à la source. La pollution et l'énergie étant étroitement liées, elle a développé un système d'échange de matières et d'énergies. La technologie capte les fumées, les fait entrer dans de l'eau, qu'elle fait buller, comme dans une machine à laver. L'énergie est ensuite transférée entre le liquide et les fumées, et tous les polluants passent dans l'eau. Une fois la pollution contenue dans le liquide, l'énergie de l'eau est récupérée, soit pour des usages dans l'industrie elle-même, soit pour les riverains. La pollution de l'eau est enfin traitée grâce à des techniques traditionnelles de nettoyage.

Depuis 6 ans, l'entreprise a développé des techniques 2 en 1 qui gèrent toutes les étapes et sont exploitées de manière industrielle.

«Aujourd'hui, grâce à la CUD, nous avons eu la possibilité de tester notre système sur un équipement communautaire, en l'occurrence le Centre de Valorisation Énergétique (CVE)», explique Jaouad Zemmouri. «Nous captons une partie des fumées en amont, les traitons via Terraosave et les remettons dans le circuit habituel. Résultats : nous avons observé un taux de rabattement de 73% pour les NOx¹, un taux de rabattement entre 93 et 99% pour les acides, un taux de rabattement supérieur à 95% pour les métaux lourds, un taux de rabattement de 97% pour les particules fines. Finalement, nous faisons ce que fait la pluie dans la nature! »

L'avantage de Terraosave réside dans sa petite taille et sa grande capacité. Quel que soit le débit, 100 000 m³/heure ou 1 million de m³/heure ; la hauteur d'une installation est de 2 mètres.

LES LEVIERS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR

Les participants à l'atelier ont, en petit groupes, échangé à partir des témoignages, puis mis en commun leurs idées et connaissances au sein de 4 groupes thématiques. Objectifs : identifier des bonnes pratiques, des points de vigilance et des idées pour les amplifier.

(S')Informer, sensibiliser, responsabiliser

Première étape : permettre **un accès facile à l'information** (sur les polluants intérieurs, la qualité de l'air...), pour ensuite, sensibiliser des occupants ou des usagers sur le choix des matériaux, l'entretien, les « bons gestes ». Il est en effet indispensable d'**améliorer la connaissance de tous**, ce sujet étant complexe et concernant de nombreux acteurs, thématiques et enjeux. Il s'agit de mieux comprendre pour agir!

Le challenge est de forger une vision partagée sur le territoire, incluant les perceptions technologiques, sociétales et économiques. Dans cette perspective, il est d'ailleurs pertinent de **mobiliser les instances citoyennes existantes** (associations, conseils citoyens, conseils de développement...).

Le thème « **santé et pollution de l'air** » (suivi des perturbateurs endocriniens par exemple) est un bon vecteur de communi-

1. oxydes d'azote

cation et de mobilisation pour fédérer acteurs et initiatives autour d'actions locales structurantes et globales.

Lutter contre la pollution de l'air est « **l'affaire de tous** » : de l'échelle individuelle à l'échelle collective (consommateurs, habitants, entreprises, collectivités locales...) chacun est concerné et peut contribuer à la réduction des pollutions de l'air en facilitant, en mettant en œuvre un changement de pratiques à la fois individuelles et collectives.

Agir sur les pollutions à la source

Le défi premier est d'**agir à la source**, autrement dit d'éliminer toutes sources de pollution de l'air.

Cela passe par le choix de matériaux peu émissifs (matériaux de construction, mobilier intérieur, peintures, etc.), ou encore l'usage de revêtements non polluants (ex. terrain de sport synthétique...). Cela passe également par la promotion et le développement d'une **agriculture** plus respectueuse de l'environnement comme l'agriculture biologique à l'échelle d'un territoire, mais aussi en bannissant l'usage des produits phytosanitaires, à l'instar des collectivités locales qui en ont désormais l'obligation depuis 2017 pour la gestion des espaces verts publics.

Les transports sont une autre source importante de pollution de l'air : le co-voiturage, le vélo, la marche à pied, la mobilité électrique, etc. sont autant de solutions à mettre en œuvre individuellement ET collectivement (à travers un plan de déplacement entreprise, ses choix de mobilité, etc.).

Traiter de manière « holistique » les pollutions de l'air

À défaut d'agir à la source, il s'agit de développer les solutions efficaces de traitement des pollutions de l'air, à l'instar de la solution Terraosave qui vise à réduire drastiquement les fumées industrielles, ou encore, de l'entreprise Écolowatts qui propose par exemple une filière de traitement de l'air appliquée au secteur du bâtiment (polluants physiques et chimiques), associée à des parois isolées. La filtration de la qualité de l'air extérieur en site pollué peut ainsi être réalisée.

Il faut cependant rester vigilant aux pollutions (paradoxalement) éventuelles d'une action de réduction de traitement des pollutions.

Penser en coût global, prendre en compte le long terme, et l'inaction.

Il est important de prendre en compte le coût de la mauvaise qualité de l'air intérieur dès la conception même des bâtiments (comme peut l'être désormais la question des économies d'énergie). Anticiper la gestion et l'entretien du bâtiment permet de générer une économie à long terme, car l'équipement durera plus longtemps.

Cela exhorte également à sortir de la logique du « moins disant » et de prendre en compte des critères de bonne qualité de l'air intérieur de façon plus systématique.

Agir sur la réglementation... et sanctionner

La règle du « pollueur-payeur » demeure toujours d'actualité ! L'enjeu serait de rendre la réglementation plus exigeante encore. Les réglementations européennes sont d'ailleurs de plus en plus globales (exemple de la réglementation sur le soufre qui concerne le trafic mari-

time désormais).

En outre, il s'avère nécessaire pour les pouvoirs publics (Europe, État) de renforcer la cohérence entre réglementation/coercition et incitations/financements pour in fine une plus grande efficacité de l'action publique.

Contrôle et sanction vont de pair contre les conflits d'intérêts, entreprises-parlementaires. Le contrôle est d'ailleurs à renforcer car il est indispensable pour rétablir et construire la confiance des habitants vis-à-vis notamment des industriels.

tamment auprès des associations locales), et d'autres connaissances liées aux usages en particulier des habitants qui peuvent jouer un rôle très actif. Les publics-cibles « jeunes » (écoles, collèges, lycées et universités) peuvent notamment être source de créativité dans les processus de changement de comportements.

► **PARMI LES LEVIERS DE RÉUSSITE...**

- Une politique territoriale en faveur de la qualité de l'air à la fois **cohérente et globale**, qui prend en compte la qualité de l'air dans ses différentes dimensions : agriculture, zéro-phyto, déplacements/mobilités, habitat, aménagement du territoire, industrie...
- La qualité de l'air peut être un **objectif fédérateur à l'échelle d'un territoire**, à l'instar de la démarche TIGA sur le Dunkerquois et qui constitue un accélérateur de la transformation du territoire au travers d'innovations technologiques, mais également sociales et culturelles.
- La qualité de l'air est **l'affaire de tous**, il s'agit de responsabiliser et d'impliquer le plus grand nombre. La santé est une préoccupation largement partagée et peut être une thématique mobilisatrice.
- **L'information et la formation** sont deux leviers-clefs pour développer une culture commune à l'échelle du territoire, développer les connaissances techniques (no-

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACTS DES INTERVENANTS



Animatrice

Marie-Amélie Cuny

APPA Hauts-de-France



Claudie Dryjanski

Coordinatrice territoriale

ATMO

contact@atmo-hdf.fr

www.atmo-hdf.fr



Cécile Basuiou-Caudron

Responsable de la thématique

Qualité Sanitaire des Bâtiments

Responsable du compte Dreal

pour le Cerema Nord-Picardie

Membre de l'équipe d'animation

de la Communauté Métier

Bâtiment du Cerema (CM2)

**Centre d'études et d'expertise
sur les risques, l'environnement,
la mobilité et l'aménagement**

cecile.caudron@cerema.fr

www.cerema.fr



Nicolas Prego

Directeur technique & marketing

- Smart & Resourceful Cities

SUEZ Environnement SAS

nicolas.prego@suez.com



Pr. Jaouad Zemmouri

Terraio

jz@terraio-exchanger.com

► PROJETS ET INITIATIVES CITÉS

TIGA / « Territoires d'Innovation de Grande Ambition »

Le 3 janvier 2018, le dossier « Transformation d'un écosystème industrialo-portuaire » porté par la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) et ses partenaires, dont la Ville de Grande-Synthe, est retenu par le Premier Ministre parmi les 24 lauréats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoires d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA). Les enjeux du projet consistent à renforcer l'écologie industrielle et l'économie circulaire, soutenir la dynamique portuaire, accompagner des industriels dans la mise en place de stratégies bas carbone, développer les circuits locaux pour valoriser cette ressource (captage, stockage, transformation) et innover dans le domaine énergétique. La qualité de l'air constituant un élément central et transversal de la démarche dunkerquoise.

► ÉTUDES ET RAPPORTS

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (OQAI) et Pierre Kopp, Professeur d'économie de l'université Sorbonne Panthéon I. « Étude exploratoire du coût socio-économique des polluants de l'air intérieur »

Étude à retrouver sur www.anses.fr



Vers une

agriculture et

une alimentation

locales

et durables,

au bénéfice

de tous



3

Quelles perspectives pour un « mieux vivre alimentaire » sur le Dunkerquois ? Quelles modalités pour renforcer un dialogue territorial et des coopérations en faveur d'un système agricole et alimentaire durables ?



LES EXPÉRIENCES

INSPIRANTES

► ACCOMPAGNER LES ACTEURS, DE LA FORMATION À L'ASSIETTE

Matthieu PRÉVOST

Proviseur au Lycée Agricole Professionnel de Dunkerque

Le Lycée agricole professionnel de Dunkerque fait partie de l'établissement public de formation agricole des Flandres, aux côtés du Lycée horticole de Lomme. Sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, son cœur de métier est la formation professionnelle agricole, avec un engagement fort sur l'agroécologie, l'un des objectifs inscrits dans la Loi d'avenir pour l'agriculture.

Depuis 3 ans, accompagné par le Conseil Régional des Hauts-de-France, l'établissement des Flandres développe un dispositif intitulé « Je mange local » articulé autour de 5 axes :

- **la formation professionnelle**, de la formation initiale auprès des lycéens (production horticole au niveau CAP, bac pro...) jusqu'à la formation en apprentissage et la formation pour adultes, qui attirent de plus en plus d'adultes en reconversion qui souhaitent s'installer, produire et vendre à proximité des villes. « *Nous avons notamment l'ambition d'être un pôle régional sur la formation en maraîchage biologique* », souligne Matthieu Prévost,

- **un espace d'innovation partagé** en jouant un rôle de couveuse d'entreprise pour accompagner juridiquement et financièrement les porteurs de projets post-formation,
- **l'expérimentation agricole**, en accompagnant par exemple des projets favorisant l'introduction de variétés anciennes de légumes dans les cultures (dans les serres du lycée ou en plein champ) jusqu'à la valorisation dans l'assiette (avec le service de restauration de l'établissement),
- **un Fablab** (à Lomme et Dunkerque) sur les circuits-courts. « *Nous accompagnons depuis 3 ans par exemple la chambre d'agriculture (lycée de Lomme) et la Ruche qui dit oui (lycée de Dunkerque), qui développent des modes de commercialisation en circuits courts* », explique Matthieu Prévost. « *Sur la ruche de Dunkerque, nous accueillons 21 producteurs, avec des productions situées dans un rayon de 80 km* ».
- **la restauration collective** en valorisant les légumes produits sur nos sites et l'approvisionnement de proximité. Les deux restaurants scolaires se positionnent en « pilote » pour la valorisation du circuit très court et diffuser ces pratiques professionnelles alternatives au sein de réseaux, de chefs de cuisine par exemple, pour essayer vers d'autres restaurations collectives.

► SE REMETTRE EN SELLE GRÂCE AU MARAÎCHAGE BIOLOGIQUE

Jean-Baptiste DUTHOIT

Directeur de l'AFEJI

Association loi 1901, l'AFEJI a pour vocation large de lutter contre toutes formes d'exclusion. Ses Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) accompagnent des personnes en cours d'insertion professionnelle vers l'emploi grâce à la production de biens et de services.

Parmi ces chantiers, depuis 18 ans, l'AFEJI met en place des ateliers de maraîchage biologique. « Ces ateliers réunissent, en fonction des périodes, entre 26 et 36 personnes sur les 12 hectares que nous exploitons », explique Jean-Baptiste Duthoit. « Depuis 2000, nous sommes passés en bio et avons créé un jardin de Cocagne. En 2014, nous avons déposé un dossier pour la création d'une légumerie sur le territoire dans le cadre des États Généraux de l'Emploi Local, et espérons démarrer une expérimentation de ce projet en 2018. »

Cette légumerie ne sera pas destinée exclusivement à l'AFEJI mais à l'ensemble des producteurs qui souhaitent être accompagnés vers le maraîchage bio. Ce projet permettra également de faire le lien avec les restaurateurs, y compris scolaires, en s'appuyant notamment sur une réflexion en cours autour du gaspillage alimentaire.

« L'un de nos enjeux est de développer l'emploi », poursuit Jean-Baptiste Duthoit. « Les personnes en insertion professionnelle en maraîchage biologique apprennent l'activité, dé-

couvrent les interlocuteurs clefs, les façons de travailler la terre... Et pourront peut-être demain intégrer une formation au lycée voire prendre une exploitation en leur nom. Les travailleurs sont chez nous dans un environnement « cocoonné », avec moins d'exigences qu'un producteur en démarrage d'activité. L'objectif étant toujours de rassurer et de donner confiance à des personnes ayant subi une rupture dans leur vie professionnelle ou personnelle. »

► RELOCALISER LE SYSTÈME DE PRODUCTION ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Jean-Christophe LIPOVAC

Directeur de projet transition écologique et sociale, Ville de Grande-Synthe

Élue première Capitale Française de la Biodiversité en 2010, Grande-Synthe compte 127 m2 d'espaces verts par habitants, avec 95 % de sa population qui vit à moins de 300 m d'un espace vert. Depuis 2010, tous les espaces verts et de nature, y compris les pelouses des stades de compétition, sont entretenus sans utilisation de produits phytosanitaires.

Si l'idée initiale était de mettre en place une gestion différenciée des espaces verts et de créer des zones de biodiversité en ville, aujourd'hui, l'objectif est de développer des espaces écologiques et nourriciers. La ceinture boisée en est un bon exemple. Celle-ci entoure littéralement la ville et constitue un corridor écologique et nourricier avec les arbres fruitiers de haute-tige et les vergers qui y sont implantés notamment celui porté par l'asso-

ciation « la forêt qui se mange » (verger potager écologique). En 2015, la ville a reçu une le prix « zéro phyto 100% bio » pour ses efforts en faveur de la biodiversité et la promotion d'une alimentation saine auprès des habitants.

C'est dans ce contexte que Grande-Synthe s'est engagée progressivement dans une logique de relocalisation du système alimentaire avec pour point d'orgue le développement d'un projet de « ferme urbaine multi-services ».

« Nous essayons ainsi de développer et de diversifier à l'échelle de la ville des lieux de productions alimentaires écologiques de très grande proximité : jardins ouvrier, jardins en pied d'immeuble... », explique Jean-Christophe Lipovac. « Nous utilisons également le levier de la commande publique pour aider à la structuration d'une filière de maraîchage bio et de proximité ; les cantines de la ville sont en effet 100% bio depuis 2011. Nous cherchons désormais à expérimenter un modèle de ferme urbaine multi-services. Sur de petits espaces agricoles (2 ou 3 hectares), l'objectif est à la fois d'aider à la création d'activités de maraîchage biologique viables, avec une juste rémunération pour les producteurs, et de rendre accessibles des aliments sains auprès du plus grand nombre. Un appel à candidatures a été ainsi lancé par la Ville pour identifier des porteurs de projets. »

À travers ce projet global, plusieurs impacts positifs sont visés. Le développement de l'emploi non délocalisable, d'abord, mais aussi l'accès à tous à une alimentation de qualité, dans une ville où près de 31% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ce projet

s'inscrit dans une démarche de coproduction : associations locales et partenaires de la ville ont été associés à l'émergence du projet. Parmi ces derniers, citons, sans être exhaustif, le Lycée Agricole des Flandres, Bio en Hauts-de-France, la Chambre d'Agriculture, la SAFER, et la Communauté urbaine de Dunkerque. Enfin, le projet de ferme urbaine s'inscrit dans une dynamique territoriale plus large : celui de la Communauté urbaine de Dunkerque qui s'engage depuis le printemps 2018 dans une politique agricole et alimentaire.

► **MODEVACT, ACCOMPAGNER LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE URBAINE**

Isabelle ROBERT

Maître de conférences, Université de Lille

Le projet MODEVACT (Modèles de développement, externalités et ACV¹ territoriale), financé par la région Hauts-de-France, a permis de mener un travail d'enquête pour interroger les différentes parties prenantes de la future ferme urbaine de Grande-Synthe afin d'identifier les freins et conditions de réussite.

Premier constat réalisé, cette future ferme aura vocation à être multifonctionnelle, à la fois :

- lieu de production et d'approvisionnement pour la restauration collective et individuelle
- lieu pédagogique, de sensibilisation au bien manger,
- lieu de création d'activité maraîchère bio : « incubateur paysan ».

- lieu d'expérimentation de nouvelles techniques agricoles,
- lieu de rencontres voire de divertissement : tiers-lieux...

« Cette multifonctionnalité est la grande caractéristique de l'agriculture urbaine actuelle », souligne Isabelle Robert. « Cela soulève une grande problématique : nous sommes passé d'un agriculteur « classique » à un agriculteur multi-professionnel, capable de gérer un portefeuille d'activités où il doit à la fois insérer, vendre, produire, gérer l'aspect pédagogique... Un lourd défi, pour lequel les modèles économiques sont encore difficilement viables ».¹

Plusieurs questions sont aujourd'hui soulevées par le projet :

- Comment **les collectivités territoriales** peuvent accompagner les porteurs de projet privés pour les aider à atteindre cette multifonctionnalité? Si cet aspect est séduisant, comment est-il géré par l'agriculteur? Et, surtout, peut-il le gérer seul? A l'échelle d'un « grand » territoire comme le Dunkerquois, quel est le rôle de la CUD pour aider un porteur à créer son écosystème, à trouver les acteurs-relais qui peuvent l'aider dans le déploiement de cette multifonction?
- Aujourd'hui, l'agriculture urbaine et les circuits-courts bénéficient en général aux publics issus de catégories sociales privilégiées. Comment **intégrer les plus précaires** dans ce projet de ferme urbaine?
- Comment réussir **l'appropriation par les**

citoyens? Des expériences d'agriculture urbaine peuvent être complètement rejetées par les habitants. « *Même si à Grande Synthe, nous avons la chance d'avoir des associations très actives, impliquées dans l'émergence du projet, et qui peuvent faciliter cette appropriation* », rappelle Isabelle Robert.

- Comment **évaluer les externalités positives**? Comment évaluer les impacts pluriels des différentes fonctions de la ferme urbaine?

► LA CO-CONSTRUCTION D'UN PROJET ÉDUCATIF ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

Karine TOP

Infirmière, Collège Lucie Aubrac

Lorsque Karine Top est arrivée au collège Lucie Aubrac, l'établissement avait l'idée de développer un projet autour de l'alimentation et de l'activité physique, en mettant notamment en place un jardin et des outils pédagogiques autour de la santé. « *J'ai rapidement eu l'opportunité de répondre à un appel à projets de l'Agence Régionale de la Santé* », explique-t-elle, « *Il nous a permis de récolter des financements et de réunir un premier comité de pilotage au sein du collège* ».

De projet d'établissement, il est devenu un « projet de réseau ». Le collège travaille avec les écoles maternelles, élémentaires et le réseau d'éducation prioritaire Lucie Aubrac, est accompagné par la Maison de promotion de la santé, et tisse des liens avec les acteurs sociaux et les maisons de quartier. Le projet

1. Christine Aubry, chercheuse travaillant sur ce sujet, a mis en évidence que, globalement, les modèles économiques liés à l'agriculture urbaine ne sont pas encore trouvés.

attire d'autres quartiers qui souhaitent s'y associer (Petite-synthe, Banc vert et Dunkerque centre) et devient projet de territoire.

« Même si nous travaillions déjà avec les jardins des écoles et que nous menions toute la sensibilisation à l'alimentation avec des produits biologiques et locaux, nous sommes partis d'un projet autour du prisme de la santé », raconte Karine Top. *« J'ai ensuite rencontré le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement de Zuydcoote via lequel j'ai acquis pas mal de compétences. J'ai ouvert mon prisme de départ pour en faire quelque chose de beaucoup plus global et parvenir à un véritable projet d'alimentation durable de territoire. »*

Ce cheminement a permis une forte acculturation par les acteurs, pour qui le passage du prisme santé au développement durable s'est également fait progressivement. Une base importante car les membres du comité de pilotage, qui se réunissent régulièrement, sont mouvants et modifient en permanence la gouvernance du projet, nécessitant un questionnement et un travail beaucoup plus fin de confiance et de légitimité.

« Aujourd'hui, les synergies sur le territoire se développent : nous travaillons avec d'autres partenaires comme les structures d'aide alimentaire, ou les agriculteurs, qui vont à la rencontre des habitants », continue Karine Top. *« Nous sensibilisons naturellement les élèves, mais également les parents, tout au long de l'année. Nous avons certes des temps d'infor-*

mation et de mobilisation, mais le quotidien est tout aussi important. Les collations, pique-niques, goûters des écoles, buffets de manifestation... sont pensés « durables », bios et locaux. Evidemment, la restauration scolaire est aussi partie prenante. Nous ne sommes pas encore sur une alimentation issue de l'agriculture biologique, mais le local entre de plus en plus dans les menus, et est valorisé. Nous communiquons également sur nos actions lors des semaines de développement durable du collège et avons mis en place un Agenda 21 d'établissement depuis 4 ans ».

Enfin, la thématique « alimentation durable » est intégrée de manière transversale dans les programmes scolaires : via la géologie, la culture, les métiers, la transformation, la commercialisation, les emballages, les déchets... Objectif : que les enfants appréhendent eux aussi l'alimentation dans sa complexe globalité.

LES RESSORTS POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION LOCALES ET DURABLES AU BÉNÉFICE DE TOUS

Les participants à l'atelier ont, en petits groupes, échangé à partir des témoignages, puis mis en commun leurs idées et connaissances au sein de 5 groupes thématiques. Objectifs : identifier les besoins, les points de vigilance et les idées pour amplifier les bonnes pratiques.

Miser sur l'information, l'éducation et la formation

Information et communication « positives » et « engageantes »

La dévalorisation de certains métiers de l'agriculture, et l'éloignement des publics vis-à-vis de la terre ont amené une déconnexion des habitants vis-à-vis de leur territoire et de l'agriculture. Il est important de valoriser les actions locales concrètes, les points de vente en circuit court et communiquer de façon positive sur les bénéfices pour les habitants et sur « le faire » (expliquer et faire l'expérience), en évitant la sensibilisation « donneuse de leçons ».

La formation des « acteurs relais » à l'alimentation durable est essentielle, notamment les travailleurs sociaux et les professionnels de l'éducation nationale qui sont avec les jeunes (une des cibles prioritaires de cette communication) sur le long terme dans la proximité.

Rendre accessible les questions alimentaires et du « bien manger »

Un constat simple : communiquer sur « l'alimentation durable » auprès d'un public vulnérable n'est pas aisé. Cela nécessite donc d'identifier les freins psychologiques et sociaux pour mieux les dépasser.

Que ce soit via des ateliers qui ont lieu au sein d'une structure d'éducation populaire ou au sein d'un centre social et qui permettent de faire aimer la cuisine, ou via des paniers solidaires à 1 euro, l'important, pour rendre accessible la « bio-locale » aux personnes démunies, est de trouver les bons angles et les bons mots. La diversité des outils de communication et des modalités d'implication est à constamment rechercher.

Adapter les formations aux profils actuels

Des formations sur le territoire existent ! Il est indispensable d'avoir un meilleur porteur à connaissance des formations, et également de valoriser les accompagnements existants qui restent souvent méconnus. A titre d'exemple, les lycées agricoles proposent un accompagnement à l'expérimentation (espaces-test, forme de formation-action) encadrée par un groupe de professeurs.

Il s'agit avant tout de former des porteurs de projets en adéquation avec les besoins du territoire. Les maîtres mots sont dès lors « parcours de formation » et « accompagnement ». L'enjeu est en effet de travailler sur des parcours de formation qui accompagnent les projets individuels de reconversions professionnelles (notamment en maraîchage biologique) qui sont de plus en plus nombreux.

Enfin, le défi est de développer et surtout

faire reconnaître les formations aux activités nouvelles (permaculture, agroforesterie¹, aquaculture², phénoculture³...) et faire reconnaître de nouveaux métiers. Un lien renouvelé avec la recherche est ici à construire.

Le rôle renouvelé des consommateurs et de nouvelles formes de distribution locales

Mieux connaître la demande locale, des collectivités comme des consommateurs

Il est indispensable de connaître les besoins des collectivités territoriales, de même que le fonctionnement de la restauration collective et des marchés publics afin d'encourager l'achat de produits locaux et de saison.

Par ailleurs, il est important de mieux connaître les modes de consommation des habitants (très divers et changeants) pour diversifier et adapter les modes de distribution.

Encourager la diversification des offres de distribution

L'enjeu est de « replacer » le consommateur au cœur même des filières de production bio en particulier.

De nouvelles formes de distribution existent et sont à développer : drive fermier, commandes groupées, paniers de fruits et légumes « déclassés » non valorisés en grandes surfaces, groupement de producteurs (ex. Bourbourg), halle de producteurs...

Créer des liens avec le secteur des Grandes et Moyennes Surfaces (GMS)

Auchan veut produire à proximité de ses hypermarchés, Leclerc porte un projet de supermarché bio à Rosendael... Si les GMS sont de prime abord des concurrents forts, il peut également être un appui de sensibilisation des publics. Des coopérations locales sont à développer!



1. Mode d'exploitation des terres agricoles associant des arbres et des cultures ou élevage

2. Terme générique qui désigne toutes les activités de production animale ou végétale en milieu aquatique.

3. Nom donné à la technique de permaculture de paillage au foin.

Vers de nouveaux lieux d'expérimentation et pour un travail en réseau

Développer les nouveaux lieux d'expérimentation, de création, de travail, d'incubation, de formation...

Coworking agricole, FabLab (lieu de production de nouvelles solutions et nouveaux services), tiers lieux citoyen, woofing... De nombreux lieux « nouveaux », multifonctionnels, ancrés dans les territoires sont à développer pour apprendre, expérimenter, rechercher (via la recherche-action), produire des solutions et créer des liens entre chercheurs, agriculteurs, collectivités locales, porteurs de projets et citoyens.

Favoriser l'accès au foncier

L'accès au foncier reste « *le nerf de la guerre* ». La mise à disposition de terrains (notamment en ville), et l'accompagnement à la transmission des exploitations, des terres et des méthodes sont des leviers essentiels sur les territoires, d'autant plus sur des territoires à forte pression foncière.

Proposer des espaces de rencontres et d'échanges entre tous les acteurs du système alimentaire du Dunkerquois

Les agriculteurs ont peu d'informations et de moyens de se rassembler. Plus généralement, l'ensemble des acteurs : économiques, associatifs, élus, techniciens de collectivités..., sont en demande d'espaces d'échanges et de rencontres.

Parmi les enjeux soulevés :

- la transmission des exploitations au niveau du territoire
- le développement de la filière bio au-delà des structures d'insertion
- les métiers en pleine mutation et les compétences transversales qui deviennent nécessaires
- l'accès au foncier
- l'éducation alimentaire, par le faire.
- ...

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACTS DES INTERVENANTS



Animatrice
Mathilde Joseph
 Communauté Urbaine de
 Dunkerque



Karine Top
Infirmière scolaire
 Collège Lucie Aubrac
 top.karine@wanadoo.fr
 lucie-aubrac-dunkerque
 savoirsnumeriques5962.fr/



Matthieu Prevost
*Proviseur du Lycée Professionnel
 Agricole de Dunkerque
 Directeur adjoint de l'EPLFPA
 des Flandres*
 Lycée agricole Dunkerque
 matthieu.prevost@educagri.fr
 www.eplefpadesflandres.com



Jean-Baptiste Duthoit
AFEJI
 jbduthoit@afeji.org



Isabelle Robert
MODEVACT
 isabelle.robert@univ-lille.fr



Jean-Christophe Lipovac
*Directeur de projet Transition
 écologique et sociale
 Direction Générale des Services*
 Mairie de Grande-Synthe
 jc.lipovac@ville-grande-synthe.fr

► PROJETS ET INITIATIVES CITÉS

Les jardins de cocagne
 www.reseaucocagne.asso.fr
Les CPIE
 www.cpie.fr
La Ruche qui dit oui
 www.laruchequiditoui.fr

► ÉTUDES ET RAPPORTS

**Centre Ressource du Développement
 Durable.**

**Repères « Pour une alimentation durable
 en Nord-Pas de Calais ». Mai 2014**

**« Système alimentaire et coopérations
 entre acteurs du territoire ». Novembre
 2015.**

Rapports à retrouver sur www.cerdd.org

Christine Aubry et Jean-Noël Consalès.
**« L'agriculture urbaine en question :
 épiphénomène ou révolution lente ? »,
 2013.**

Interview à retrouver sur www.cairn.info

**Agence d'Urbanisme Flandre-Dunkerque
 (AGUR). « La toile agricole et agro-
 alimentaire ».**

Cette représentation du secteur agricole
 et agro-alimentaire du territoire permettra
 notamment de contribuer aux projets
 alimentaires mis en place par les collectivités.

Informations : Kristina Martinsh,
 k.martinsh@agur-dunkerque.org

**Lycée professionnel agricole de
 Dunkerque. « 8 mini-conférences
 pédagogiques sur l'agro-écologie ».**

À retrouver sur [www.agroecologie-
 dunkerque.com](http://www.agroecologie-

 dunkerque.com)



L'innovation et la formation, deux accélérateurs de la transition énergétique du Dunkerquois

④



Comment appréhender l'évolution des métiers et des formations en lien avec les projets innovants de transition

énergétique sur le territoire ? Comment mieux informer des nouvelles perspectives d'emplois et accompagner les parcours professionnels ?



Participants à l'atelier "L'innovation et la formation : deux accélérateurs de la transition énergétique du Dunkerquois"

© Mélanie Niemierz - Ville de Grande Synthe

LES EXPÉRIENCES

INSPIRANTES

► ETUDIER LE TERRITOIRE...

Jean-Christophe CHAMAYOU

Cabinet Lafayette

Lafayette Associés, cabinet qui mobilise son expertise des politiques emploi-formation depuis 10 ans, s'est spécialisé dans l'analyse des métiers et des compétences à travers l'élaboration de référentiels d'activités, de compétences et de certification.

Le cabinet propose ainsi une méthodologie spécifique permettant d'établir des liens entre l'offre de formations et de certifications, et les métiers et le marché de l'emploi. Son projet de développement de l'outil SmartPath lui a notamment permis d'être lauréat du concours de l'innovation numérique en 2016, et d'être sélectionné par Microsoft dans le cadre de son programme BizSpark+.

« Nous accompagnons les acteurs publics et privés de la formation dans la définition, le diagnostic ainsi que l'évaluation de leurs stratégies et politiques en matière de dispositifs emploi-formation », explique Jean-Christophe Chamayou. « Dans ce cadre, nous accompagnons depuis trois ans la Communauté Urbaine de Dunkerque dans la mise en œuvre d'une véritable politique emploi-formation avec en ligne de mire la transition énergétique, à travers notamment la démarche d'action TIGA. »

Ces travaux ont consisté à renforcer la lisibilité de l'offre de formation en la rapprochant du besoin en compétences et en organisant la collaboration et la mutualisation des moyens entre les acteurs de la formation : les Lycées techniques, l'Université, les écoles d'Ingénieurs, et les entreprises.

« Notre analyse du besoin en compétences, émis par les entreprises de la région, les collectivités et les acteurs de l'emploi impliqués sur le projet et son élaboration nous a permis d'associer d'autres acteurs à visée nationale et internationale : des branches professionnelles (UIMM, Syntec Ingénierie), des OPCA (Adefim, Fafiec), et des entreprises d'envergures nationales et internationales », développe Jean-Christophe Chamayou. « L'ensemble des travaux a montré que, si le projet pouvait répondre à des enjeux régionaux, notamment en termes d'emploi et de formation, il était totalement en phase avec des besoins nationaux voire internationaux. »

L'étude menée par le Cabinet Lafayette montre par ailleurs que le décrochage scolaire est lié à deux grandes causes : d'abord l'orientation et les choix d'orientation (sur des territoires avec peu d'emplois, cela touche des populations de niveau CAP jusqu'au BAC), ensuite l'adaptation des formations, notamment via le rapprochement avec les entreprises ou le tissu local.

« Mais nous nous sommes rendus compte qu'il y avait également une problématique économique », explique Jean-Christophe Chamayou. « Lorsque vous avez une PMI / PME qui n'a pas de visibilité à 6 mois, il est difficile de travailler avec une école sur de l'alternance ».

Dans cette étude, la question de la transition énergétique et de son impact sur l'emploi et les formations est centrale. « Nous avons fait ressortir le fait que, si de nouveaux emplois pouvaient émerger, c'est plutôt l'évolution et l'adaptation de compétences et métiers existants qu'il fallait prendre en compte », souligne Jean-Christophe Chamayou. « De plus il apparaissait nécessaire de redonner de la valeur à des métiers de l'industrie, souvent peu attractifs et d'envisager différemment l'orientation. Dans les années proches, on n'orientera plus vis-à-vis d'un métier ou d'un titre, mais plutôt vers une activité, une mission à réaliser. L'étude a montré qu'au-delà de quelques filières en demande, il existait une véritable transformation des métiers et que celle-ci avait tendance à s'accélérer. Les compétences attendues et les dispositifs de formation, et notamment l'alternance, devront être plus « agiles » et plus réactifs aux besoins des entreprises. »

► ... POUR ACCOMPAGNER VERS LES EMPLOIS DE LA TRANSITION

Jonathan MALBRANQUE

The Adecco Group

La force d'Adecco réside dans son réseau. « Adecco a cette capacité à capter la « granularité » des territoires, à laquelle notre Président, Christophe Catoir, est très attaché », explique Jonathan Malbranque. « On ne peut pas comprendre un territoire sans y vivre. Là où les datas sont plutôt généralistes, la granularité concerne l'aspect humain et la compréhension fine d'un territoire. Ma présence au Forum est une forme de « granularité » : en

vous rencontrant chacun autour de la table, je vais mieux comprendre votre territoire. »

Un argument avancé par l'ensemble du réseau Adecco, notamment à Dunkerque qui compte 4 agences locales spécialisées.



En parallèle de ce travail de proximité, Adecco développe des outils numériques et prospectifs, anticipant la transformation de l'emploi induite par la transition énergétique. Le groupe met ainsi en place, avec le Cabinet Lafayette, un outil de collecte de datas pour faciliter l'aide à la décision. Objectif : permettre demain à tous les prescripteurs de comprendre un territoire pour construire, à terme, une toile de compétences évolutive. « Notre fil conducteur est d'allier la proximité et le lien humain, sur le terrain, avec ce type d'outils pour construire une compréhension globale des territoires », souligne Jonathan Malbranque. « Nos partenaires sont assez multiples : l'AGUR par exemple, a déployé une toile industrielle et énergétique, et est en train de construire une toile des compétences. Ils ont une connaissance fine des relations inter-entreprises, aspects que nous ne prenons pas en charge aujourd'hui et sur lesquels nous pourrions nous appuyer. »

Adecco travaille également avec les entreprises, les institutionnels, les réseaux d'accompagnement à l'entrepreneuriat, les agences d'Interim, Euraénergie, les organismes de formation, et est partie prenante du projet TIGA. À échelle internationale, le Groupe développe des liens avec de grands groupes, comme Microsoft par exemple, qui a des projets de collecte de datas déjà expérimentés sur certains territoires.

« Nous encourageons par ailleurs de plus en plus l'alternance, car nous considérons que la transformation des compétences ne se fera pas sans elle », poursuit Jonathan Malbranque. « Il y a deux ans, nous avons créé « La grande école de l'alternance » grâce à laquelle nous avons formé 6 000 étudiants. L'ambition est d'en former 10 000 sur 3 ans ; ambition que nous dépasserons très certainement. »

Adecco suit également de près l'initiative internationale « GAN », groupement d'entreprises qui vise à promouvoir l'alternance auprès des très grandes entreprises signataires.

« Enfin, je considère que nous avons un rôle d'acteur social et un devoir d'orientation », conclut Jonathan Malbranque. « Des projets comme Euraénergie, qui comprendra une cellule d'information et d'orientation du jeune public, vont nous le permettre. Une « cité des métiers » est également en cours sur le territoire : elle permettra d'informer l'ensemble de la population et de cibler les jeunes sur les orientations et métiers possibles. Nous devons veiller à développer des outils de communication pour cette cible des 18-25 ans, qui sont une population davantage touchée par le chômage. »



► **ADAPTER LES TITRES PROFESSIONNELS
AUX MÉTIERS « ÉMERGENTS »**

Yves COUSIN

Directeur de l'AFPA Marquette-Calais-Dunkerque (formations dans le bâtiment, l'industrie, le numérique et les services.

« Les métiers « nouveaux » ou « émergents » ont toujours existé », constate Yves Cousin. « À chaque fois, nous mettons en place des travaux d'ingénierie pour le compte de l'État pour élaborer un référentiel emploi-activités-compétences après avoir analysé les besoins en compétences auprès des entreprises et, après avis positif de la commission paritaire consultative nous établissons les autres documents d'ingénierie nécessaires pour aboutir à la mise en œuvre d'une formation diplômante (titre professionnel du ministère chargé de l'emploi). »

Face à un projet comme celui du Parc éolien offshore par exemple, l'AFPA anticipe les besoins en compétences. Elle s'appuie notamment sur une expérimentation nationale en cours dans trois centres AFPA (Caen, Lorient et Metz), et en lien avec la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP¹), sur un métier où les besoins en recrutement seront, demain, assez importantes : le technicien de maintenance en éolienne.

Cette expérimentation, menée au sein d'un incubateur des métiers nouveaux et émergents, vise à définir s'il est plus pertinent de développer une formation dédiée de Technicien Supérieur de Maintenance en Éolienne ou une formation de base Technicien Supérieur

de Maintenance Industrielle, avec option éolienne. « En sachant que les personnes qui vont s'intéresser à ce métier ne vont pas forcément y rester », complète Yves Cousin. « Il faut donc qu'ils aient la possibilité d'évoluer et de trouver un autre emploi lié au domaine de la maintenance. »

Le territoire dunkerquois bénéficiera de ces recherches et expérimentations dans les prochains mois.

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE POUR DÉVELOPPER L'INNOVATION ET LA FORMATION

Les participants à l'atelier ont, en petit groupes, échangé à partir des témoignages, puis mis en commun leurs idées et connaissances au sein de 5 groupes thématiques. Objectifs : identifier les conditions de réussite pour développer l'innovation et la formation dans le champ de la transition énergétique sur le territoire Dunkerquois.

Simplifier l'information et développer une communication plus efficace autour des métiers et des offres de formation

Il est indispensable de simplifier la compréhension de l'offre de formation et surtout des **compétences développées**, en lien avec la réforme de la formation professionnelle en cours. Cela passe également par une meilleure information sur la **qualité des parcours professionnalisant** (Alternance, apprentissage) et sur leur rôle de levier d'intégration dans le monde du travail.

Côté métiers, il est important de mieux informer de l'offre, en utilisant un **vocabulaire adapté et accessible à tous**, en particulier auprès des personnes éloignées de l'emploi (par rapport au lexique utilisé dans les entreprises ou par les professionnels) et de développer des nouveaux outils d'accessibilité ou d'in-

formation sur les métiers comme sur les entreprises, à travers notamment des **supports numériques et virtuels**.

Renforcer la coordination territoriale pour améliorer la connaissance des besoins en compétence des entreprises et construire des parcours de formation adaptés

Développer un **pilotage concerté** ou une plateforme unique permettrait de gagner en réactivité et en efficacité grâce notamment aux outils disponibles ou à développer (toiles, observatoires...) et de capitaliser les informations des différentes actions et dispositifs : CUD, Euraénergie, cité des métiers...

Les **actions collectives** entre le monde économique, les acteurs locaux et les bénéficiaires (présentation, mise en relation, parrainage...) sont à développer, notamment pour faciliter une **lecture transversale des métiers** (notamment ceux liés aux transitions) et des **qualifications** (cartographie des compétences...), pour construire des parcours de formation adaptés, favoriser les passerelles entre compétences et niveaux de connaissances et encourager les mobilités professionnelles. Enfin, il est nécessaire d'**identifier les besoins des entreprises** pour mieux accompagner et informer les jeunes sur l'évolution des métiers et les compétences attendues à l'issue de la formation. Objectif : **établir une GPEC¹ territoriale de qualité**, véritable outil d'anticipation et d'aide à la décision pour les institutions locales, les opérateurs de l'emploi et de la formation et les bénéficiaires eux-mêmes.

Adapter les formes d'accompagnement : vers un accompagnement « co-construit »

La qualité et les missions de l'accompagnant ou référent sont à redéfinir : il doit **pouvoir suivre le bénéficiaire tout au long de son parcours** en donnant une direction, une projection et une finalité validées par les deux parties. Cette redéfinition doit s'accompagner d'une professionnalisation des référents à la relation conseil et d'orientation **en lien avec les métiers et les compétences en disparition, en mutation ou en création.**

Objectifs : développer des accompagnements plus **proactifs** (outils immersifs, découverte in situ, ludification...), et passer d'un accompagnement inductif des jeunes vers un accompagnement co-construit et coopératif

La mise en place d'actions **d'immersion**, de découverte des métiers, des organisations du travail et des processus permettra de donner du sens à l'engagement des bénéficiaires. (mettre les entreprises en action très en amont du dispositif (parrainage, ...)). La **lutte contre les barrières à la mobilité professionnelle et géographique** est également indispensable pour ne pas enfermer les jeunes vers une obsolescence programmée de leurs compétences mais bien vers un apprentissage permanent (logique de formation tout au long de la vie)

Enfin, les dispositifs à destination des individus en reconversion ne doivent pas être centrés uniquement sur les solutions certifiantes mais développer **l'acquisition des compétences** (et non l'acquisition d'un titre).

Valoriser l'humain et les compétences

La priorité : aider les bénéficiaires à mieux cartographier et à **vendre leurs compétences acquises** avant de chercher à en développer de nouvelles. Cela passe notamment par une mise en confiance du bénéficiaire à travers la valorisation de ses savoirs et de ses compétences sociales et l'orientation vers des pistes d'acquisition des savoirs de base ou complémentaires, afin de le rendre acteur de son évolution et faciliter sa future intégration. Objectif : **repositionner le bénéficiaire comme apporteur de connaissances** et non plus comme demandeur d'emploi en situation difficile ou précaire.

Ce changement de paradigme devra également s'accompagner d'une lutte contre les représentations péjoratives en valorisant l'intelligence des métiers ou le développement de nouvelles compétences en lien avec les transformations dans l'industrie, l'énergie (ex : Eboueur → Ripeur).

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACTS DES INTERVENANTS



Animatrice

Laurence Histre

**Communauté Urbaine de
Dunkerque**



Jonathan Malbranque

*Directeur de l'agence Adecco de
Dunkerque*

Industrie Transport Logistique

jonathan.malbranque@adecco.fr



Yves Cousin

*Directeur Centres de Calais et
Dunkerque*

**Agence nationale pour la
formation professionnelle des
adultes (AFPA)**

Yves.Cousin@afpa.fr

www.afpa.fr



Jean-Christophe Chamayou

Directeur Associé

Lafayette Associés

jc.chamayou@lafayetteassociés.
com

www.lafayetteassociés.com

► ÉTUDES ET RAPPORTS

Les toiles de l'AGUR

Les toiles dunkerquoise consistent en une représentation graphique et numérique d'un ou plusieurs enjeux ou thématiques et ses liens avec le territoire. La Toile industrielle dunkerquoise représentant les principaux échanges et relations qu'ont développés les industries implantées sur le bassin d'emploi est disponible, à retrouver sur www.agur-dunkerque.org. Une toile des compétences est en cours de réalisation.

► INITIATIVES ET PROJETS CITÉS

Le GAN

Le GAN (Réseau mondial pour l'apprentissage) est une coalition d'entreprises dont l'objectif primordial est d'encourager et de lier les initiatives des entreprises sur les compétences et les opportunités professionnelles pour les jeunes, notamment par le biais des apprentissages.

www.fr.gan-global.org

Euraénergies

Ce parc d'innovation porté par un Groupe d'intérêt Public autour de la CUD et des animateurs du territoire a pour objet de concourir au développement européen de la plateforme énergétique dunkerquoise et d'incarner la volonté de transformation du territoire, dans le cadre de la troisième révolution industrielle. La force d'Euraénergie réside dans son réseau de partenaires (Acteurs consulaires, Grand Port Maritime de Dunkerque, Universités, laboratoires, start-up, TPE/PME,

groupes industriels et de l'énergie) mobilisé autour de toutes les thématiques de la transition écologique et sociétale. Au travers de la Fabrique des compétences, à l'aide d'un outil dynamique, Euraénergie a pour mission de mettre en adéquation les besoins de formation avec les emplois actuels et futurs à pourvoir sur les thématiques liées à la transition. Le Parc accueillera également des démonstrateurs et permettra l'appréhension et la vulgarisation des thématiques de la transition pour le grand public.

Ancrage territorial, performance environnementale et engagement sociétal : de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises





5

En quoi les performances environnementales et sociétales sont-elles des leviers de performances économiques des entreprises ? Quelles ingénieries territoriales pour promouvoir de nouveaux modèles économiques d'entreprise et les logiques de coopération ?

LES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

► UN RÉSEAU PAR ET POUR LES ENTREPRISES QUI S'ENGAGENT POUR LEUR TERRITOIRE

Stéphanie CARON

Directrice du Club FACE Flandre Maritime

Club d'entreprises agréé par la fondation « Agir contre l'exclusion », FACE Flandres Maritime regroupe une quarantaine d'acteurs économiques et intervient sur l'ensemble de l'arrondissement dunkerquois : Flandres intérieure, Flandres lys, Hauts-de-France. Son objectif : lutter, avec les acteurs économiques, contre toute forme d'exclusion, de discrimination et de pauvreté.

Pour atteindre cet objectif, le club FACE Flandres Maritime travaille autour de 5 axes stratégiques :

- **l'égalité femmes-hommes** (diversité, recrutement...),
- **l'emploi** (à travers des rencontres entre des collaborateurs d'entreprises et demandeurs d'emplois, des parrainages, des stages...),
- **l'éducation** (par exemple avec la découverte de l'entreprise pour des élèves de 3ème...),
- **les points d'accueil** (par exemple avec l'ouverture d'un point de services à Grande-Synthe et des médiateurs sociaux qui accompagnent les familles les plus fragiles sur l'énergie, l'endettement, l'administratif...),

- **un volet territorial**, avec la Fondation du Dunkerquois Solidaire pour l'Emploi, à l'initiative de la CUD.

« Toutes les réflexions et actions menées proviennent des entreprises », explique Stéphanie Caron. « Nous sommes une association pilotée par les entreprises. »

Les entreprises rejoignent le Club pour des raisons d'ancrage territorial et de visibilité, auprès de leurs salariés comme auprès des habitants. Sur le volet RH par exemple, cela peut faciliter le recrutement de leurs futurs collaborateurs. « Actuellement, nous menons une action avec la BGE sur la ville de Grande-Synthe », illustre Stéphanie Caron. « Lorsqu'une entreprise veut s'installer et voit que les demandeurs d'emplois sont actifs et déjà impliqués sur ce territoire, c'est là qu'elle va chercher ses futurs salariés ».

FACE co-anime également, avec le CREPI¹, le dispositif « Charte entreprises et quartiers » mis en place par le CGET² qui vise à valoriser les actions menées par les entreprises sur les territoires. « Les entreprises font énormément de choses pour leur territoire, leur salariés, les habitants... qui ne sont pas forcément connues », continue Stéphanie Caron. « Cette Charte est un vrai outil pour rendre visible cette implication des entreprises et leur ancrage territorial. »

1. Clubs régionaux d'entreprises partenaires de l'insertion

2. Commissariat général à l'égalité des territoires

► **UNE FONDATION LOCALE, SOLIDAIRE...
ET UNIQUE!**

Charles-Henri LOOTEN

Président et co-fondateur de la Fondation du Dunkerquois Solidaire

En 2016, lors du premier anniversaire des États Généraux de l'Emploi Local, Patrice Vergriete, Président de la CUD, lance l'idée d'une fondation territoriale pour permettre aux habitants, citoyens, entreprises, de s'engager aux côtés de la CUD pour expérimenter de nouvelles solutions contre le chômage de longue durée. 6700 personnes sont privées d'emploi depuis plus de 2 ans sur le Dunkerquois. Un appel a été lancé autour d'un objectif opérationnel : créer un outil pour favoriser la rencontre des idées, des personnes et des savoir-faire, et collecter des fonds en vue de créer de l'emploi. Le Club FACE, accompagnée de personnalités locales, entreprises et mécènes y répond : la Fondation Dunkerquois Solidaire était née.

« C'était un énorme challenge, nous partions de zéro... », raconte Charles-Henri Looten. « Et nous sommes aujourd'hui le premier modèle de ce type en France! ».

La Fondation est abritée par FACE, fondation nationale reconnue d'utilité publique, ce qui lui a permis de bénéficier d'avantages et surtout d'accélérer son opérationnalité.

La fondation collecte des fonds, donnés par des entreprises (groupes nationaux comme PME locales), des associations ou des particuliers, et déductibles de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu.

Avec cet argent, elle finance la création d'emplois portés par des associations locales et réservés à des personnes au chômage depuis plus de deux ans. « Concrètement, les associations nous proposent un projet avec un recrutement en CDI à plein temps à la clé », explique Charles-Henri Looten. « Nous analysons avec eux leur projet, et, s'il est validé par l'ensemble des parties prenantes, nous finançons un emploi à hauteur de 20 000 euros par an pendant 3 ans. L'objectif étant, qu'au bout des 3 ans, l'association pérennise économiquement l'emploi créé. Finalement, tous les donateurs réorientent leur impôt pour financer un emploi local et concret! »



Ces emplois doivent répondre aux besoins du territoire, être novateurs et d'utilité sociale, et ne faire concurrence ni au marché privé ni au marché public. « C'est la première fois qu'une association privée, avec des capitaux privés, sous le chapeau d'une collectivité, permet de financer des emplois pour des personnes au chômage », se félicite Charles-Henri Looten.

La Fondation a également créé un réseau « Entreprises engagées et partenaires », pour permettre aux entreprises de dialoguer ensemble sur des enjeux sociétaux communs (la RSE par exemple), et d'échanger leviers et bonnes pratiques pour attirer des salariés, des collaborateurs, des clients...

Les entreprises partenaires de la Fondation du Dunkerquois Solidaires peuvent déjà avoir des pratiques de RSE très fortement portées par les dirigeants et collaborateurs, avec par exemple la mise en œuvre de mécénat de compétences, le parrainage d'activité ou la participation à des organes de gouvernance d'acteurs associatifs. L'objectif est de s'appuyer sur les collaborateurs d'entreprises pour détecter de nouvelles activités d'utilité sociale et favoriser la co-création d'activités innovantes à fort impact social pour le territoire. Les entreprises partenaires s'appuient ainsi sur la Fondation pour diffuser une culture d'innovation sociale en leur sein.



► PASSER D'UNE ÉCONOMIE DE BIENS À UNE LOGIQUE DE SERVICES POUR FAIRE CONVERGER LES INTÉRÊTS DES ENTREPRISES ET DES TERRITOIRES

Christian du Tertre

Directeur Scientifique d'ATEMIS

Les deux témoignages précédents montrent des formes de coopérations qui se développent principalement dans une logique de solidarité et s'inscrivent dans la création d'emplois n'entrant pas en contradiction avec la dynamique publique ou privée.

« Dans des clubs, comme le club Noé qui travaille sur les nouveaux modèles de développement économique (économie circulaire, économie de la fonctionnalité et de la coopération), nous réfléchissons depuis 2002 aux questions de coopérations qui impactent directement le modèle de développement de l'entreprise », explique Christian du Tertre. « Pour créer de l'emploi, les entreprises sont bloquées par des problèmes de développement, d'intensification de la concurrence (dans des secteurs très saturés), de financements (le développement reposant sur des financements risqués), des retours d'investissements qui sont très courts... »

Objectif de ces réflexions : trouver des convergences entre les enjeux territoriaux et les visées économiques des entreprises.

« À Dunkerque par exemple, se satisfait-on de modèles de développement alimentaires basés sur l'industrialisation de l'agriculture ? »,

interroge Christian du Tertre. « *Ou se tourne-t-on vers une alimentation différente, plus dégagée des logiques industrielles et économiques, et incluant des logiques de services associés à l'alimentaire : les produits culturels, les enjeux de santé, le tourisme, l'environnement... Qui ré-ouvrent des perspectives de développement pour les entreprises et intéressent également d'autres acteurs du territoire.* »

L'idée est de sortir de l'enfermement actuel sur les biens pour s'ouvrir vers des logiques de services, qui permettent de croiser les intérêts des collectivités territoriales et les intérêts des entreprises. Pour reprendre l'exemple de l'alimentation, côté entreprises, en particulier maraîchères, c'est repenser toute la logistique, les systèmes de vente, de livraison de repas, ou d'aliments ou de paniers... en s'appuyant sur des formes de coopération et de confiance renouvelées avec les habitants. Au sein des collectivités peuvent s'opérer également toute une ouverture de perspectives : transformation du travail, de la production, de la restauration, de la distribution...

« *Finalelement, c'est questionner l'alimentation dans son entièreté* », continue Christian du Tertre. « *Ce n'est pas simple. J'ai pris l'exemple de l'alimentaire, mais pour la transition énergétique, les mêmes questions se posent : comment utilise-t-on les énergies renouvelables, dans la façon dont on habite, dont on est mobile dans la cité, etc. Ce n'est pas que l'énergie en elle-même, c'est une réflexion à partir de l'entrée énergétique vers des questions plus vastes : en quoi cela nous rend service en termes de mobilité, d'activité de travail... ?* »

Un changement de paradigme qui demande des formes de coopérations renouvelées entre entreprises et collectivités : des lieux de rencontre, d'échanges, de constructions de modèles qui renouvellent l'approche classique du marché. « *Cela demande également de renouveler les relations avec l'ingénierie financière pour faire en sorte que la rentabilité de court terme de l'entreprise, qui est nécessaire, ne soit pas le seul et unique objet de la performance* », complète Christian du Tertre. « *Il faut trouver des formes de valorisation de la performance qui ont une résonance du point de vue de la dynamique des territoires, et une résonance du point de vue de la qualité des services. C'est ce qu'on appelle les « solutions biens services ».*

► PASSER D'UNE ÉCONOMIE DOMINÉE PAR LA LOGIQUE DE VOLUME À UNE ÉCONOMIE DE SERVICES CO-CONSTRUITS

Julien Da Costa

Fondateur de Flex'Ink

Créée en 2016, Flex'Ink est une imprimerie d'un nouveau genre : elle propose à ses clients de n'imprimer que les documents qui leur sont utiles pour éviter les gaspillages de papier.

« *Je suis imprimeur depuis 15 ans et j'ai vu comment fonctionnait le métier* », raconte Julien Da Costa. « *Les imprimeurs font de gros investissements pour acheter des machines qui impriment très vite, l'objectif étant de les faire tourner le plus possible pour qu'elles puissent atteindre ce qu'on appelle le seuil de rentabi-*

lité de l'outil de production. Une fois passé ce seuil, ils commencent à gagner de l'argent. Le problème est que, comme les imprimeurs sont tous équipés de la même manière, une course au volume va se mettre en place. Et pour capter plus de commandes et plus de parts de marchés, ils baissent les prix. Mais comme la marge est plus faible, ils doivent produire encore plus. C'est un cercle vicieux : tenter de toujours produire plus, pour gagner moins ! Cela leur amène souvent à mettre la pression sur leurs salariés, sur leurs fournisseurs pour acheter les matières les moins chères, et à se mettre eux-mêmes la pression. Dans ce secteur, beaucoup d'entreprises ont coulé ces dernières années. Cela n'a pas de sens. »

Face à ces constats, Julien Da Costa décide d'appliquer un nouveau modèle de développement à l'imprimerie familiale : celui de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. En échangeant avec ses clients sur les usages de ses produits, il se rend compte que bon nombre d'entre eux ne se servent pas de ce qu'ils ont imprimé, en jettent une bonne partie ou les stockent au placard. Comment faire pour que les clients aient des documents qu'ils utilisent et ne jettent pas ? Et comment faire, côté imprimeur, pour sortir de cette course à la production et améliorer la qualité de vie au travail des salariés ?

« Plutôt que de vendre des quantités de papiers imprimés, je vends des quantités imprimables », explique Julien Da Costa. « Concrètement, nous évaluons avec le client ses besoins, que nous chiffrons, et nous l'accompagnons tout au long de la consommation

de son stock pour produire uniquement lorsqu'il en a besoin. Le but du jeu est d'arriver à une juste quantité et réussir à lui faire économiser des documents qu'il aurait gâchés. Je lui vends donc une quantité virtuelle. S'il ne l'a pas toute consommée, nous partageons la valeur restante en fin de mission : je lui redonne une partie de ce qu'on a économisé et je me rémunère sur ce que je lui ai fait économiser. »

Pour Julien Da Costa, l'économie de la fonctionnalité, plus qu'une approche globale, est un système dans lequel les solutions entrent en coopération les unes avec les autres. « Le principe est de se dire, par quelle porte on rentre ? Moi, je suis entré par la performance d'usage, en réfléchissant avec des experts sur la façon de rendre mon produit plus performant. Mais il y a mille portes d'entrée dans ces nouveaux modèles économiques. »

La mise en application de ces nouveaux modèles, nouvelles façons de travailler et de nouer des relations avec les clients rencontre naturellement des obstacles ; les habitudes et réflexes du marché restent très ancrés individuellement et collectivement. « Je continue à avoir des clients qui me disent « si j'en achète plus, ça va me coûter moins cher, même si je ne sais pas quoi en faire tout de suite », explique Julien Da Costa. « Il y a aussi un obstacle fort du côté des collectivités qui fonctionnent en appels d'offres, avec des besoins définis à l'avance sur lesquels je ne peux pas intervenir donc. Nous avons beaucoup de choses à réinventer, et pour y parvenir, il faut que la dynamique soit collective. »

► LE PARTAGE DES RISQUES ET LA RÉMUNÉRATION AU RÉSULTAT

François Ducorney

Fondateur de Volt Solutions

Créée en 2017, Volt est une structure qui aide les industriels à faire des économies d'énergies sans investissement. « Plutôt que d'acheter du matériel et de le vendre, j'investis dans du matériel et je mets en place, avec les industriels, des contrats de services pluriannuels », explique François Ducorney. « Par exemple, je leur mets à disposition des luminaires LED, et ils me rémunèrent uniquement au résultat, à savoir les kilowattheures économisés. Les réflexes économiques sont très influencés par les retours sur investissements et empêchent d'aller vers une accélération de la transition énergétique. Mon but est de sortir de ces réflexes en proposant une approche au résultat ».

Une manière pour Volt de se différencier de la concurrence, mais aussi de déverrouiller un marché, dans lequel de nombreuses possibilités d'économies d'énergies ne sont pas accessibles parce que les entreprises n'ont pas les moyens d'investir. D'autant que dans le schéma « classique », lorsque le fournisseur pousse son client à investir dans du matériel pour réaliser des économies d'énergie, il ne prend aucun risque : c'est le client qui prend le risque du résultat. Volt inverse la situation, l'entreprise investit et prend le risque pour le client. « J'ai donc besoin d'avoir une forte confiance en mes clients », souligne François Ducorney. « Pour limiter ces risques, je vais m'appuyer sur



le développement de liens avec les fournisseurs locaux, les installateurs de matériel au sein des entreprises par exemple, qui vont m'aider à identifier des prospects, des possibilités de développement, mais aussi construire des collaborations sur le long terme avec eux ».

François Ducorney se définit comme « fournisseur d'économie d'énergie », proposant des bénéfices écologiques, mais aussi économiques (en réduisant les factures globales d'énergie des entreprises), et sociaux (en développant les moyens pour lutter contre la précarité énergétique en Hauts-de-France). Car si ses clients sont aujourd'hui des entreprises, il a pour projet, demain, de toucher le grand public et notamment les habitants qui ont le plus besoin d'efficacité énergétique.

« Le plus grand point de vigilance à garder en tête, c'est l'inertie de l'innovation », conclut François Ducorney. « Il faut trouver les gens qui soient ouverts à ces nouvelles manières de penser et de fonctionner, et cela prend du temps, aussi bien pour des acteurs privés que pour des collectivités. L'important est de trouver les interlocuteurs clés ».

LES CONDITIONS DE DÉPLOIEMENT DES NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Les participants à l'atelier ont, en petit groupes, échangé à partir des témoignages, puis mis en commun leurs idées et expériences au sein de 5 groupes thématiques. Objectifs : identifier les conditions de déploiement des nouveaux espaces de coopération entre collectivités, entreprises et habitants et faire émerger de nouveaux modèles économiques qui répondent à l'enjeu de développement durable du territoire tout en créant de nouvelles opportunités d'affaires pour les entreprises.

Appréhender et mesurer autrement la création de valeur de l'entreprise

Qu'est-ce que la « valeur » ? En quoi les activités créent de la valeur ? Il n'est pas évident de définir la valeur que crée une activité, d'autant que la valeur n'existe pas en soi, et que les différents acteurs (entreprises, collectivités, citoyens...) n'en ont évidemment pas les mêmes représentations et histoires.

En outre, il est nécessaire de distinguer **différents types de valeurs** : valeur monétaire/économique (argent capté) et valeur d'usage (ce qui est réellement utile, les « effets utiles »).

A l'instar de Flex'Ink ou Volt Solutions, créer davantage de valeur passe souvent par le développement de **partenariats avec d'autres structures**, ou même en interne, pour élargir son périmètre d'activité.

Et à l'instar du Club FACE, de la Fondation du Dunkerque Solidaire ou du Club Cigales Dunkerque, intégrer davantage de **critères sociaux** (types d'emplois...), **environnementaux** ou **territoriaux** dans l'évaluation de la valeur semble indispensable pour mesurer la création de valeur d'une entreprise. Autrement dit, *il s'agit de penser différemment la création de valeur.*

Accompagner les entreprises à intégrer la performance sociale et environnementale dans leurs activités

Le point de départ est évidemment d'informer et communiquer autour de ces nouveaux modèles économiques durables. Et pour informer, il faut connaître. Premier élément important donc : **produire de la connaissance**, en réalisant, capitalisant ou complétant des études (toiles industrielle et agricole AGUR, études de l'ADEME...), et en particulier en **identifiant des activités porteuses de développement économique mais aussi de responsabilité sociale et environnementale vis-à-vis du territoire**. Ainsi, la RSE¹ paraît une clef d'entrée pertinente pour aborder ces nouveaux modèles économiques avec les entreprises en tenant compte toutefois de la spécificité des PME et TPE, peut-être davantage sensibles à la notion d'ancrage territorial.

Le deuxième axe, l'accompagnement, peut être abordé sous l'aspect financier, en **expérimentant de nouveaux dispositifs** (si les entreprises partagent des risques financiers avec le client, leurs modèles peuvent être difficilement entendables par les banques) et en in-

1. La responsabilité sociétale des entreprises désigne la prise en compte par les entreprises, sur base volontaire, des enjeux environnementaux, sociaux et éthiques dans leurs activités

ventant une **nouvelle ingénierie financière**. Les collectivités territoriales disposent désormais de nouveaux leviers pour mettre en place des mesures d'incitation (ex. finance solidaire), animer des espaces de coopération entre entreprises ou encore favoriser le décloisonnement à l'instar du *Forum de la transition économique, écologique et sociale*.

Aider à faire évoluer la posture et le rôle des consommateurs

Le discours environnemental n'est pas forcément percutant... Il est parfois nécessaire de faire comprendre d'abord au client que son intérêt est financier et économique, pour ensuite l'amener à s'intéresser à son impact environnemental. **Autrement dit, démarcher les clients sous l'angle économique pour ensuite les amener aux questions environnementales.**

Les collectivités territoriales, par le biais de la commande publique en particulier, peuvent également offrir des terrains d'expérimentation pour les entreprises innovantes en termes de modèles économiques durables.

La création d'une monnaie locale à l'échelle du Dunkerquois pourrait enfin accélérer les circuits courts économiques durables, via des investissements, achats, échanges et créations de valeurs ancrés localement.

Animer un dialogue territorial pour développer les synergies entre entreprises et renforcer leur ancrage territorial

Pour le groupe, c'est parce qu'une **communauté débat et se met d'accord de manière collective** sur ce qui est utile qu'il y a

ou non création de valeur! Cela est d'ailleurs de toute importance lorsque l'on ambitionne d'ancrer cette valeur sur un territoire. Or, la communauté peut exister grâce aux **temps et lieux d'échanges et de dialogue** qu'il faut donc renforcer, soit en s'appuyant sur les différents réseaux et espaces existants (la Turbine ou le Learning Center de la Ville Durable par exemple) ou en en créant (forums ouverts) afin d'amener les entreprises à mieux connaître leur territoire et développer leurs synergies avec d'autres.

De cette communauté émergera la production de « **récits communs** », en particulier pour l'entreprise, afin de mieux manifester son ancrage local et l'intégrer pleinement dans sa stratégie globale.

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACTS DES INTERVENANTS



Animatrice
Emmanuelle Leroy
 Communauté Urbaine de
 Dunkerque



Francois Ducorney
Directeur commercial
VOLT
 fducorney@volt.solutions
 www.volt.solutions



Christian du Tertre
Directeur Scientifique
ATEMIS
 contact@atemis-lir.com



François Ducorney
Fondateur
VOLT Solutions
 fducorney@volt.solutions
 www.volt.solutions



Julian Da Costa
Fondateur
Flex'Ink
 julien@flex.ink



Charles-Henri Looten
Président et co-fondateur
**Fondation du Dunkerquois
 Solidaire pour l'emploi**
 www.dk-solidaire.fr



Stéphanie Caron
Directrice
Club FACE Flandre Maritime
 www.fondationface.org

► ÉTUDES ET RAPPORTS

CERDD« Les nouveaux modèles économiques : opportunité de développement durable du territoire », juillet 2016

Fruit d'une co-production entre le Cerdd et un panel d'acteurs de la région (collectivités territoriales, entrepreneurs, réseaux économiques, institutions, chercheurs...), cette ressource pédagogique du Cerdd a pour objectif de décrypter et favoriser la concrétisation de Nouveaux Modèles Économiques. Elle rassemble des interviews-vidéos (un élu local, un chef d'entreprise, un économiste), des témoignages de collectivités locales qui ont mis en œuvre des projets leviers de nouveaux modèles de développement, des chiffres clés, explications, conseils, et des ressources pour aller plus loin (guides, rapports, acteurs, contacts de réseaux régionaux...).

À retrouver sur www.cerdd.org

ADEME / ATEMIS « Vers une économie de la fonctionnalité à haute valeur environnementale et sociale en 2050. Les dynamiques servicielle et territoriale au cœur du nouveau modèle », juin 2017

www.ademe.fr

Cette prospective sur l'économie de la fonctionnalité propose une vision d'un modèle économique «abouti» en 2050 qui répond aux défis d'un développement durable. L'étude explore les tendances lourdes et les signaux faibles menant à des scénarios contrastés, le cheminement possible vers la vision et les conditions de son déploiement. La prospective est complétée par l'analyse de premiers territoires et entreprises engagés dans l'économie de la fonctionnalité.

À retrouver sur www.ademe.fr

► INITIATIVES ET PROJETS CITÉS

États Généraux de l'Emploi Local

En lançant les États Généraux de l'Emploi Local en septembre 2014, la Communauté urbaine de Dunkerque a décidé d'impulser une nouvelle dynamique de mobilisation générale pour conforter et développer l'emploi local. Avec 500 participants, des réunions publiques, des ateliers participatifs et 234 contributions citoyennes, les États Généraux de l'Emploi ont clairement interrogé les limites du modèle existant: perte d'habitants, part de l'emploi industriel, faiblesse du taux de création d'entreprises, culture du salariat, faible taux d'activité féminine, faiblesse de l'économie résidentielle et de proximité... De ces constats a émergé une vision commune de la transformation de l'économie dunkerquoise à moyen et à long terme qui s'est déclinée en un programme d'actions innovantes et pragmatiques.

3 ans après le lancement de la démarche, plus de 70 actions sont mises en œuvre mobilisant des communautés impliquées.

www.dk-eg-emploi.fr

Charte entreprises et quartiers

Cette Charte permet aux entreprises signataires de valoriser les actions qu'elles réalisent en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans 5 champs d'action. En rejoignant la Charte, les entreprises s'engagent dans une dynamique de réseau afin de répondre aux problématiques rencontrées par les habitants en leur proposant leurs moyens d'actions. Les entreprises y bénéficient de la valorisation de leur engagement par l'État et les acteurs locaux, contribuent à la création de projets pertinents et innovants en faveur des quartiers, et sont accompagnées dans ce but par les réseaux d'entreprises animateurs.

www.entreprises-et-quartiers.fr



En quoi les opportunités de symbioses industrielles favorisent-elles la mutation industrielle et énergétique du Dunkerquois ? À travers quelles modalités de gouvernance territoriale ? Comment dépasser la logique de réduction d'impacts des activités et favoriser une approche basée sur la recherche d'une « économie circulaire à impacts positifs » ?

⑥



Écologie industrielle et territoriale, levier de la transition industrielle et économique du territoire

De gauche à droite : Dominique Pair, Didier Cousin, Eric Allodi, Salam Kaddouh, Nicolas Mat,
et Julie Merckling, animatrice.

© Mélanie Niemierz - Ville de Grande Synthe

L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE, C'EST QUOI ?

Didier Cousin *Président d'ECOPAL*

C'est le passage d'une économie linéaire, ancienne, à une économie circulaire, ou « comment traiter le déchet d'un industriel pour le valoriser et en faire la matière première du voisin ». La notion de territoire est donc très importante.

Dominique Pair *ArcelorMittal*

C'est réduire la consommation des ressources naturelles par une synergie entre les industriels et les collectivités locales.



Eric Allodi *EPEA Paris*

L'écologie industrielle est l'un des 7 piliers de l'économie circulaire (qui inclut aussi l'éco-conception, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable...). Elle s'inscrit et contribue donc à quelque chose de plus vaste, et n'a pas uniquement pour vocation de réduire notre impact mais bien d'avoir un impact positif en imitant la nature à travers la création d'un écosystème entre les différents acteurs et ressources d'un territoire. La création des valeurs induites pouvant être partagées entre ces acteurs pour créer des emplois et des ressources.

Nicolas Mat *PIICTO Marseille Fos*

L'écologie industrielle transforme des contraintes en situations d'opportunité. Ces contraintes pouvant être endogènes et exogènes, réglementaires ou culturelles... Elles nous challengent constamment. Il faut donner à voir toutes les opportunités économiques, à travailler davantage en coopération entre les acteurs ; ce n'est pas une résistance du système, c'est une résilience du système.

Salam Kaddouh *Cabinet SOFIES*

C'est une gestion optimisée des ressources en s'appuyant sur la Nature et en essayant de boucler les flux, ce qui se traduit par les synergies entre industries.

► L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE (EIT)

Définition de l'ADEME

L'EIT repose sur une approche pragmatique qui considère qu'à une échelle géographique donnée (zone industrielle, agglomération, département...), et quel que soit son secteur d'activité, chacun peut réduire son impact environnemental en essayant d'optimiser et/ou de valoriser les flux (matières, énergies, personnes...) qu'il emploie et qu'il génère. L'EIT s'appuie donc sur l'étude de la nature, de la provenance et de la destination des flux pour identifier et développer des synergies industrielles, initier de la mutualisation de moyens et de services, du partage d'infrastructures. L'écologie industrielle et territoriale peut même contribuer à l'émergence d'activités intermédiaires entre émetteurs et consommateurs.

LES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

► COOPÉRER POUR SE DÉVELOPPER : L'EXEMPLE DE MARSEILLE-FOS

Nicolas Mat

À l'instar de Dunkerque, Marseille-Fos est un territoire industrialo-portuaire engagé dans une logique d'écologie industrielle. « *Mais il l'a fait en étant un peu « au pied du mur* » », explique Nicolas Mat. En 2010, la zone connaît de grosses difficultés économiques et un pre-

mier changement de pratiques se fait sentir ; certains acteurs, pour survivre, valorisent mieux leurs co-produits et créent de nouveaux business avec les entreprises riveraines... qu'ils ne connaissaient ou ne fréquentaient jusqu'alors pas forcément.

Deuxième marqueur fort : un grand industriel américain, souhaitant s'implanter en Europe, s'intéresse fortement au territoire de Marseille-Fos. Il ne s'y installe finalement pas, suite aux difficultés d'un des acteurs de l'écosystème industriel du port, avec qui il aurait été en très forte interaction. Le port laisse à regret s'échapper cette belle prise.

« Cette expérience a convaincu une série d'acteurs, membres aujourd'hui de l'association PIICTO, de l'importance de faire valoir les atouts du territoire et de la nécessité d'une coopération et d'une structuration plus forte, pour booster l'attractivité de cette plateforme de 1200 hectares, qui comprend encore 50% d'espaces disponibles dédiés à l'accueil de projets industriels ou innovants », constate Nicolas Mat.

Les industriels ont alors pris leur « bâton de pèlerin », pour rencontrer les acteurs, les décideurs, encourager la collaboration, faire du réseautage... Ils ont notamment eu des échos très positifs auprès des acteurs du Grand Port Maritime de Marseille (ces derniers, déjà sensibles au sujet de l'écologie industrielle, suivaient déjà ce qu'il se faisait à Dunkerque depuis quelques années) et de la nouvelle Métropole, alors en pleine création, qui y a vu des intérêts forts de développement territorial.

Aujourd'hui, le réseau rassemble une quarantaine de membres (industriels, autorité portuaire, collectivités, consulaires, branches professionnelles, pôles de compétitivité, services de l'État...etc).



► INTÉRÊTS INDIVIDUELS ET COPRODUITS : L'EXEMPLE D'ARCELORMITTAL

Dominique Pair

ArcelorMittal s'intéresse depuis une dizaine d'années à l'économie circulaire. D'une part, en travaillant sur la réduction de l'impact carbone des produits, en réalisant par exemple des aciers ultra-léger, qui permettent de réduire le poids des véhicules et de 30% leurs émissions de CO₂. D'autre part, par la valorisation de co-produits. « Pour produire de l'acier, nous transformons du fer en aggloméré et du charbon en coke », explique Dominique Pair. « L'ensemble est mis dans un haut fourneau pour produire



la fonte, à partir de laquelle, avec des traitements particuliers et l'ajout de certains matériaux, nous réalisons différents types d'acier. »

Cette fabrication d'acier génère 3 types de gaz : du gaz coke (très riche et très proche du gaz naturel), du gaz de haut fourneau et du gaz d'aciérie. Objectif d'ArcelorMittal : valoriser ces gaz auprès d'autres acteurs de l'écosystème. « Par exemple, nous avons une collaboration avec le pétrolier SRD (qui a fermé il y a deux ans) qui a modifié son processus : plutôt que d'utiliser du pétrole importé pour chauffer ses chaudières, il a utilisé nos gaz de hauts fourneaux », continue Dominique Pair. « Il a ainsi pu réduire ses coûts énergétiques de près de 50%. »

ArcelorMittal continue également à vendre du gaz sidérurgique (même si 5 à 6% de ces

gaz n'ont pas encore trouvé preneur) et valoriser une grosse partie via une centrale électrique : nous lui fournissons les gaz qu'elle transforme en électricité que nous revendons à l'extérieur.

« Globalement, nous produisons autant voire un peu plus d'électricité sur l'année que notre consommation sur site », conclut Dominique Pair. « Notre difficulté n'est pas tant de trouver un interlocuteur qui a besoin de gaz que trouver un acteur qui accepte de modifier son process... Et d'investir. La partie économique est fondamentale : les deux partenaires doivent s'y retrouver, et de façon équitable ».

Le site d'ArcelorMittal contient également des sources de chaleur fatale. « Nous avons donc mis en place avec des partenaires (dont la CUD et Dalkia) un réseau de chaleur, dont

nous avons augmenté régulièrement la capacité», raconte Dominique Pair. «Aujourd'hui, il chauffe l'équivalent de 8000 habitants par an. Et nous sommes en train de monter un projet avec Grande-Synthe pour construire un réseau de chaleur sur la ville. »

Autre gisement : les laitiers. Le fer représente 60% à 65% des minerais, le reste étant des matériaux appelés des « laitiers », et qui représentent à l'échelle d'une industrie comme ArcelorMittal, des millions de tonnes. « Nous les valorisons pour les routes, en sous-couche (roche synthétique) ou, de façon plus élaborée, en laitiers moulus qui permettent de faire du ciment. »

Enfin, ArcelorMittal a mis en place une joint-venture¹ pour valoriser ses coproduits (laitiers) et a ouvert une usine ECOCEM (49 % ArcelorMittal & 51 % ECOCEM), implantée à proximité du site et utilisant des gaz sidérurgiques pour sécher la matière. L'un des objectifs : produire du ciment à bas carbone.

“Les démarches d'écologies industrielles reposent avant tout sur une logique et un climat de confiance entre les parties prenantes industrielles. Le partage et la transparence sont prépondérantes : il faut que les règles soient très claires sur les clés de répartition en terme d'investissements et de bénéfices pour chacune des parties prenantes.

Nicolas Mat

1. Une joint-venture ("coentreprise" ou "opération conjointe" en français), désigne une entreprise fondée sur la coopération d'au moins deux entreprises indépendantes.

► **CHANGER DE PARADIGME ET PENSER « RESSOURCES » : L'EXEMPLE DU FUTUR BÂTIMENT DE L'ESPACE SANTÉ DU LITTORAL À GRANDE-SYNTHE**

Eric Allodi

Pour Eric Allodi, l'économie circulaire a deux biais forts. Le biais économique, d'abord, ou comment générer davantage de valeur ensemble que séparément, et comment partager cette valeur supplémentaire générée.

La question de l'impact positif, ensuite. Les industriels, territoires et citoyens prennent conscience qu'ils peuvent ensemble avoir un impact positif sur la qualité de l'air, sur la régénération des ressources et la dynamisation des territoires.



« La grande question est comment faire ensemble ? En transformant ses processus de production ou en compensant les dégâts générés ? C'est là où s'opère un changement de paradigme », explique Eric Allodi. « Faire comme d'habitude en réduisant « juste » son impact revient à dire « on va dans le mur », mais on y va moins vite. Cette posture est alors souvent

vécue comme une contrainte difficilement valorisable : dire « je te fais moins mal » revient quand même à dire « je te fais mal ». »

Changer de paradigme, c'est passer d'une approche de réduction d'impacts à une approche mimétique, qui copie la Nature, et qui vise un impact positif. Cet impact positif est pensé dès la conception du produit ou du bâtiment. Une approche qui a été mise en place dès la conception du futur bâtiment de l'Espace Santé du Littoral qui verra le jour prochainement à Grande-Synthe.

« Nous sommes passés d'une approche orientée « déchets » à une approche orientée « ressources », en adoptant dès la conception du bâtiment, 3 principes fils rouges : résilience, non toxicité et up-cyclabilité », développe Eric Allodi. « Par exemple, nous avons pensé le futur bâtiment de l'Espace Santé du Littoral comme une banque de matériaux, avec l'objectif de les récupérer après usage ou pendant la vie du bâtiment. Car un bâtiment est un véritable métabolisme : 75 % des composantes d'un bâtiment sont renouvelées pendant sa durée de vie. »

► **CONNAÎTRE, IDENTIFIER, CARACTÉRISER POUR FAVORISER LES FLUX**

83% du futur Espace Santé du Littoral a donc été pensé pour être complètement démontable. Pour cela, toutes les composantes du bâtiment ont été caractérisées : périodes d'usage, usages potentiels, localisation... afin d'anticiper et organiser leur réutilisation. Ces

caractéristiques seront regroupées dans une « matériauthèque ». En parallèle, les besoins de l'écosystème (en bois, métal, mobilier...) seront recensés, et les intermédiaires, « les transformateurs » capables de transformer une ressource usagée dans le format et la qualité attendus par le besoin recensé, seront identifiés. Et un mode de communication commun, s'appuyant sur une nomenclature universelle, a été mis en place : « le passeport circulaire ».

Didier Cousin

« On ne traite et ne recycle bien que ce que l'on connaît bien : il est indispensable d'identifier les coproduits générés sur le territoire pour mettre en place des liens et synergies », souligne Didier Cousin. Au début des années 2000, Ecopal a réalisé un inventaire de flux avec les entreprises et industriels qui ont accepté d'ouvrir leurs portes (les données déchets et énergies restant souvent confidentielles), et l'a renouvelé et élargi en 2007-2010, avec l'aide de la Région Hauts-de-France et de l'ADEME. Plus de 300 entreprises ont été interrogées, 150 ont répondu et 5000 flux entrants et sortants des sites ont été identifiés.

« La difficulté d'un tel recensement tient au fait que cet écosystème est mouvant, quasi quotidiennement », explique Didier Cousin. « Nous travaillons actuellement sur une application qui permettra d'identifier les flux sortants (déchets) et flux entrants (matière première), quelle que soit leur typologie, d'envoyer leurs caractéristiques sur une plateforme base de données pour massifier les flux. L'intérêt n'étant pas d'avoir une photographie d'informations mais d'identifier les synergies qui

peuvent être générées. Plus nous parviendrons à identifier, plus nous parviendrons à massifier, plus nous parviendrons à localiser, plus nous serons en capacité de mettre en place des collectes et des traitements adaptés et répondant aux besoins de chacun. Car, il y a un enjeu très fort : l'écologie industrielle est un facteur d'attractivité territoriale important pour faire venir de nouveaux investisseurs sur le Dunkerquois et en région Hauts-de-France. »

LES GRANDES QUESTIONS

► COMMENT FAIRE DE L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE UN FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE ?

Salam Kaddouh

À Dunkerque, il se passe beaucoup de choses et le territoire gagnerait à mieux communiquer et de manière concertée, via la CUD, l'AGUR, Ecopal... Certes, les diagnostics sont importants, mais rien ne marche mieux que lorsque ce sont les entreprises qui impulsent d'elles-mêmes les synergies... Et qui les valorisent.

Nicolas Mat

Le faire-savoir est important mais nous sommes encore dans une logique de réaction, d'optimisation du système. L'objectif est d'être davantage dans une démarche proactive, dans une logique d'écoconception dès l'amont.

Gardons toujours en tête le deuxième niveau : remodeler les modèles économiques. Je challenge volontiers les industriels là-dessus : quel est le territoire industrialo-portuaire

performant de demain dont tout le monde parle? Les parties prenantes n'ont pas forcément les mêmes « grilles de lecture ». Par exemple, si nous nous comparons avec Anvers ou Rotterdam, qui fait 400 millions de tonnes de trafic, nous pouvons courir longtemps... Mais est-ce que ces territoires ont vocation à se comparer uniquement sur la base du trafic portuaire, qui est encore l'indicateur clé aujourd'hui? À Anvers, plusieurs acteurs commencent à se dire que peut-être, demain, leur territoire va voir sa courbe de tonnage descendre, mais paradoxalement verra celle de la valeur ajoutée sur le territoire augmenter.

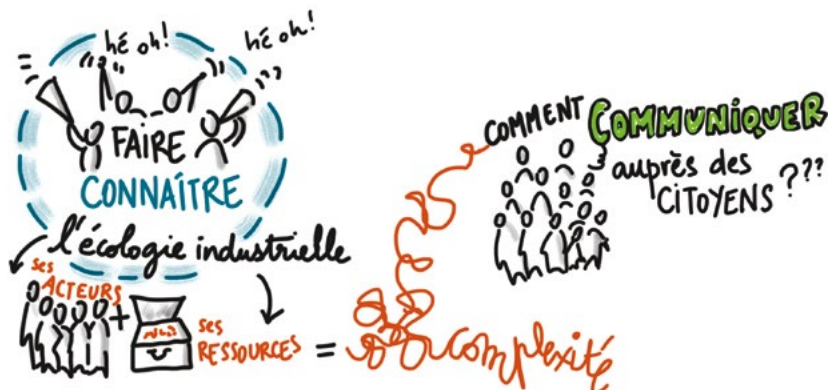
Erwan Le Bris

Grand port maritime

Notre mission principale n'est pas de faire du tonnage mais d'être au service du territoire, au service des entreprises, et créer le maxi-

um de valeur-ajoutée. Tous les 2 ans, nous sommes très vigilants à cet indicateur qui nous permet de connaître l'apport économique apporté au territoire. Nous essayons de maintenir les entreprises déjà en place en leur apportant le maximum de facilité, de compétitivité, à travers les services que nous offrons en import, en export, à travers les réseaux, les voiries... Et essayons d'attirer de nouvelles entreprises en prospectant auprès d'importateurs, exportateurs, mais également auprès des acteurs économiques qui veulent se développer.

Nous avons également contribué avec la CUD à l'étude SOFIES qui met en avant l'avantage capital de l'écologie industrielle pour toutes les entreprises à l'avenir. Après que cette communication soit faite, nous pourrions accueillir plus d'entreprises pour accompagner celles déjà présentes et s'appuyer sur cet atout fondamental.



► PAR QUEL(S) BIAIS ABORDER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE?

Eric Allodi

Un recensement global sur l'innovation territoriale, et de tous les acteurs et ressources qui y participent est fondamental. Cela demande au territoire de prendre une nouvelle forme de responsabilité de supervision globale : une capacité à développer une connaissance fine du territoire, de ses acteurs et ressources, pour identifier les synergies et écosystèmes existants et potentiels, les catalyser, les modéliser et travailler à l'émergence de nouveaux écosystèmes créateurs de valeurs. Cela permettant d'identifier les « chaînons manquants ».

La capacité de gérer cette complexité, associée à une capacité d'innovation (intelligence artificielle, nouveaux processus...), permettra au territoire de passer de la réactivité à la proactivité et de construire une écoconception territoriale pour accompagner des programmes et des stratégies économiques et politiques basées sur les réalités du terrain.

Par exemple, dans le cadre du futur Espace Santé du Littoral, nous utilisons beaucoup de bois. La ville de Grande-Synthe compte avec l'aide de la Région compte ainsi contribuer à dynamiser la filière bois régionale et à développer un écosystème. Au lieu de valoriser énergétiquement le bois (qui représente un gaspillage énorme), nous pouvons le récupérer pour faire du lamellé-collé, puis des panneaux de particules, puis de la laine de bois, puis du pellet... Et en fin de chaîne, nous récupérons la cendre pour en faire de l'engrais que nous pouvons réinjecter en forêts pour boucler complètement la boucle.

Cette vision écosystémique peut permettre à l'écologie industrielle et territoriale d'aller plus loin, de se transformer en économie circulaire créatrice de valeurs pour les territoires.

Didier Cousin

Un autre enjeu, qui est l'un des sujets de l'étude du SOFIES commanditée par le port et la CUD, est l'identification de filières spécifiques, qui permettrait à Dunkerque de devenir pôle d'attractivité et à Marseille d'en devenir un autre (systèmes industriels à mettre en place, les chiffres d'affaires, emplois, activités économiques potentiels...etc).

Nicolas Mat

Même s'il faut garder toujours en tête l'enjeu final qui est la meilleure gestion des ressources, nos projets d'écologie industrielle doivent rencontrer rapidement une pertinence technique et économique. À Marseille-Fos, nous avons des démonstrateurs sur des sujets d'innovation : échanges de flux de matières (boues,... etc.) et énergétiques (power to gaz, le stockage des énergies renouvelables, le power to power, la valorisation de l'hydrogène sur des applications...). Ces sujets pouvant préfigurer les filières économiques de demain, en complémentarité et pas forcément toujours en concurrence. Le listing de nos travaux est d'ailleurs étroitement partagé avec les industriels, le Grand Port Maritime et les autres acteurs de l'association (Ademe, Métropole, Région...etc).

► **L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE EST-ELLE RÉSERVÉE AUX GRANDS, QUI ONT LES MOYENS, OU EST-ELLE ACCESSIBLE AUX TPE, PME ET MÊME ETI ?**

Didier Cousin

Pour que l'écologie industrielle et que les synergies fonctionnent, il est nécessaire que les gens dialoguent. Depuis sa naissance, le réseau Ecopal regroupe des acteurs de typologies différentes : ArcelorMittal, Gaz de France, ADEME, la CUD, des PME... Mais avoir une locomotive comme ArcelorMittal, qui emploient 1500 personnes sur le bassin, aide. Une entreprise de la taille d'ArcelorMittal donne l'impulsion de ce que peut être le développement durable de manière très concrète et opérationnelle. Le territoire, la CUD, favorise le dialogue, en portant une vision de décloisonnement, d'échanges entre habitants, grands industriels, PME...

De nombreuses structures, comme Ecopal ou l'AGUR, peuvent accompagner à entrer dans une démarche d'écologie industrielle. Adhérer à une association ou à un réseau permet déjà de se sensibiliser à ces notions, d'échanger avec des acteurs, d'intégrer des groupes de travail. A titre d'exemple, à l'échelle régionale, un collectif régional sur la méthanisation se rencontre tous les deux mois, avec toutes les parties prenantes y compris PME-TPE, pour accompagner les porteurs qui portent un projet de méthanisation.

Ensuite, une fois le diagnostic posé et en fonction des besoins, nous évaluons les actions à mettre en place et les financements éventuels à aller chercher pour concrétiser des projets.

Salam Kaddouh

À Dunkerque, ArcelorMittal est une locomotive. Mais les acteurs publics ont un rôle important à jouer pour favoriser l'accès aux services pour les plus petites entreprises et les aider à mettre en place leur transition.



► **QUELLE EST LA PLACE DE L'HUMAIN DANS L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ?**

Jean-François Vereecke

AGUR

L'écosystème industriel ou l'écosystème économique local n'est pas qu'un potentiel d'échanges de chaleur ou de gaz. Ce sont aussi des hommes et des femmes qui travaillent dans ces entreprises, dans les centres de formation, des jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi... L'AGUR travaille actuellement à la réalisation d'une toile des compétences, un énorme projet, qui pourrait se connecter aux représentations des écosystèmes industriel, agricole et énergétique déjà existant.

Eric Allodi

La dimension humaine est très importante : ce sont des êtres humains qui vont décider ou pas de bosser ensemble. Et c'est ce qui peut expliquer qu'un écosystème est résilient. L'impact qu'on peut avoir sur l'air, sur l'eau, mais aussi sur l'humain, sur la qualité de vie, sur le territoire est extrêmement important pour dynamiser les écosystèmes et co-construire cette résilience. Cette vision globale, systémique, qui transcende les cloisonnements, permettra de réinventer et créer de nouveaux modèles économiques.



► **EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE PEUT, ELLE-MÊME, GÉNÉRER D'AUTRES FORMES DE POLLUTION ? (LIÉES PAR EXEMPLE AUX TRANSPORTS DE MATÉRIAUX RÉUTILISÉS)**

Nicolas Mat

Aujourd'hui, le transport lui-même est en train d'évoluer vers des sources moins émissives. Mais il est nécessaire de s'inscrire dans un temps long. Nous sommes très focalisés aujourd'hui sur le réchauffement climatique, mais si nous nous plaçons côté ressources,

pour faire des panneaux solaires par exemple, nous avons besoin de ressources qui peuvent être également limitées. Nous sommes en train de remplacer nos ressources fossiles par des énergies « dites » renouvelables... Qui risquent d'être aussi peu durables que les énergies fossiles utilisées actuellement. Il faut impérativement replacer le transport et la pollution dans ces grandes perspectives. Sortir de ces cloisonnements pour construire une vision globale et une échelle des priorités.

Dominique Pair

En général, pour les matériaux, l'économie circulaire amène à travailler avec des industries de proximité qui permettent de réduire les coûts de transport. Ce qui est plus compliqué, c'est l'investissement à réaliser pour transporter l'énergie d'un point à un autre. La collectivité a un rôle à jouer : elle doit sortir, là, de sa qualité d'animateur pour endosser sa mission d'aménageur, comme elle le fait pour les routes et le tout à l'égoût.



► *DANS LES ÉCHANGES DE DATAS, COMMENT GARANTIR LA CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES ?*

Nicolas Mat

Pour PIICTO, en tant qu'acteur à l'interface des parties prenantes, je me dois de garantir la confidentialité des données d'industriels. Cette notion de confidentialité est toutefois à géométrie plus ou moins variable en fonction des flux à enjeux, mais je le fais systématiquement en accord avec les chefs d'entreprise. Encore une fois : cela est fortement lié à un climat de confiance à construire et à entretenir par le dialogue notamment.



Dominique Pair

Nous fonctionnons en open data sur un certain nombre de données (notamment des données que nous fournissons à l'administration). Mais nous vivons dans un monde concurrentiel, avec des clients, des fournisseurs, nous ne pouvons pas fonctionner en open data sur toutes les données.

Eric Allodi

Si nous voulons que l'économie circulaire se développe, il va falloir ouvrir les données. Moins ces données sont ouvertes, moins on a de comminatoires avec des modèles économiques susceptibles d'être positifs. Plus ces données sont ouvertes, plus elles sont partagées, plus les écosystèmes peuvent être générateurs de créativité, de valeurs et sources de développement économique.

► *LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION SONT AUJOURD'HUI DE VÉRITABLES OUTILS PERMETTANT LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET CULTURELLE QU'EST-CE DU SAUPOUDRAGE POUR RÉSOUDRE DES PROBLÈMES CONNEXES À DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES QUI NE SONT PAS ANCRÉES DANS L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?*

Nicolas Mat

La particularité des territoires industriels-portuaires est de concentrer tous les enjeux du 21^{ème} siècle : industriels, urbains, agricoles, naturels... dans un territoire restreint, ce qui en fait un beau challenge. Depuis des centaines d'années, ces territoires sont des territoires portuaires ouverts sur le monde, avec des échanges de flux de matières et d'idées, d'humains, ce qui en font leurs richesses.

Sur les projets type terminaux méthaniers ou la bioraffinerie de première génération, ce sont de premières étapes : l'outil industriel est en train de muter, c'est une étape dans un processus de mutation plus large et profond. Lorsque nous étudierons la trajectoire socio-écologique...

gique de ces territoires dans plusieurs dizaines d'années, on se dira que la méditerranée en 1980, ne « brassait » que du fossile, en 2010, de l'huile de palme, première génération en concurrence, avec de l'alimentaire, et peut-être qu'en 2030, ce seront des micro-algues ou des ressources de nouvelle génération entièrement décarbonées.



► COMMENT COMMUNIQUER SUR CES DYNAMIQUES ?

Didier Cousin

Le sujet de de la communication est essentiel. Ecopal a bientôt 20 ans, nous sommes interpellés partout en France mais sur le territoire, personne ne nous connaît. C'est un peu comme Rev3, l'habitant ne sait pas ce que c'est. C'est un vrai défi.

Nicolas Mat

De notre côté, nous avons également beaucoup de travail sur ce sujet, pour faire percoler ces initiatives à l'ensemble des parties prenantes du territoire, les chercheurs, les citoyens... Et les acculturer à nos réflexions et nos expérimentations. Vous parliez de récit en introduction, une histoire, il faut donner des clés de compréhension à des choses qui peuvent paraître techniques de prime abord, mais qui pourtant nous engagent tous.

RESSOURCES ET OUTILS

► CONTACT DES INTERVENANTS



Animatrice
Julie Merckling
Animatrice/facilitatrice



Dominique Pair
Chef d'établissement de Dunkerque
En charge des relations institutionnelles Hauts de France

ArcelorMittal Atlantique et Lorraine
dominique.pair@arcelormittal.com
www.arcelormittal.com



Nicolas MAT
Secrétaire Général - Chef de projets
Association PIICTO (Plateforme industrielle et d'Innovation du Caban Tonkin)
nicolas.mat@piicto.fr
www.piicto.fr



Éric Allodi
Directeur Général
EPEA France
eallodi@epea.eparis.fr



Didier Cousin
Directeur Territorial Nord
GRDF
didier.cousin@grdf.fr



Salam Kaddouh
Senior Consultant
SOFIES France SAS
salam.kaddouh@sofiesgroup.com
www.sofiesgroup.com

► ÉTUDES ET RAPPORTS

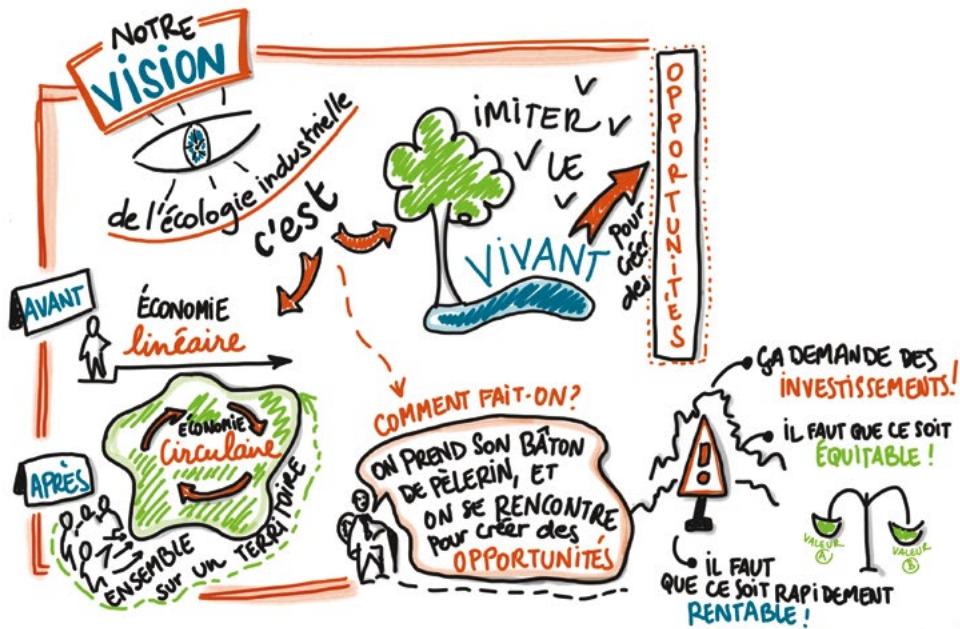
ArcelorMittal, « L'économie circulaire, une réalité dans nos usines »

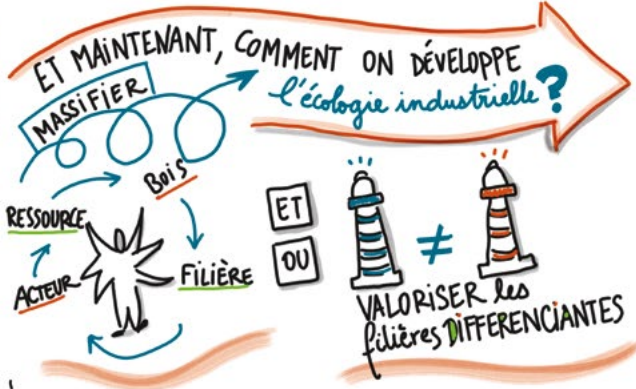
À retrouver sur www.arcelormittal.infrance.com
Rubrique « Notre responsabilité »
« Économie circulaire »

► LIENS UTILES

Application Ecopal
(sortie prévue en octobre 2018)







presque réalisée par
Hélène Salazar
www.bienfaitpourta.com

⑦

La transition écologique et énergétique moteur de la transition économique des territoires





Quels impacts sur les filières et les emplois locaux? Comment accompagner les transitions professionnelles? Et, à quelles conditions? Quelles transformations sociétales en perspective notamment sur le travail et la place des institutions locales?

Participants à la table ronde "La transition écologique et énergétique, moteur de la transition économique des territoires"

© Mélanie Niemierz - Ville de Grande Synthe

Avec les interventions de :

Damien Carême

*Maire de Grande-Synthe,
second Vice-président de
la Communauté urbaine de
Dunkerque en charge de la
Transformation écologique
et sociale du Dunkerquois, de
l'environnement, de l'énergie et
du transport*

Pierre-Noël Giraud

Économiste, Mines ParisTech

Martin Vanier

*Géographe, Directeur d'études
de la coopérative conseil Acadie*

Philippe Vasseur

*Président de la Mission REV 3
Hauts-de-France*

Marcel Croquefer

Délégué syndical, CGT

Animation par Sylvain Allemand

Journaliste Indépendant.

**Retrouvez
l'intégralité
de la table ronde
en vidéo**

www.forumtransition.fr



ANALYSES INSPIRANTES

► **L'ÉCONOMIE VERTE SÉDENTARISE L'EMPLOI !**

Pierre-Noël Giraud

Dans ses travaux qui interrogent les effets des globalisations (numérique, des firmes, financière...) sur l'emploi, Pierre-Noël Giraud distingue deux types d'emploi :

les emplois nomades, qui sont soumis à une compétition internationale et qui risquent, s'ils perdent de leur compétitivité, d'être délocalisés. Tous les emplois dans l'industrie sont nomades, une bonne partie de ceux de l'agriculture et des services (aux entreprises, financiers, call center, services numériques...) le sont également. Ils représentent 27% des emplois en France.

les emplois sédentaires, qui ne sont pas en compétition internationale parce qu'ils servent une demande locale, en biens ou en services. Ils représentent 73% des emplois en France.

« Contrairement à ce que l'on pense, même s'il y a de plus en plus de globalisation et que les firmes mondiales mettent de plus en plus en compétition les territoires, à cause de la révolution numérique notamment, le nombre d'emplois nomades se réduit », explique Pierre-Noël Giraud. « Or, lorsque l'on évoque la défense de l'emploi, on évoque essentiellement les emplois nomades. Bien sûr, il faut faire en sorte de maintenir ces emplois sur le territoire français, et, pour cela, améliorer leur compétitivité, en travaillant sur la montée en



gamme par exemple. Mais pensons également à maintenir et développer les emplois sédentaires. Comment dynamiser dans chaque territoire l'économie sédentaire de manière à ce qu'elle monte en qualité, qu'elle saisisse les opportunités des besoins et créer de l'emploi qui ne sera jamais en danger d'être délocalisé ?»

Pour développer ces emplois sédentaires, il est nécessaire de travailler en articulation avec tous les acteurs territoriaux ou nationaux. Et de s'appuyer sur les grands défis de demain. « J'ai fait calculer par l'un de mes étudiants le nombre d'emplois créés dans le cadre d'une prospective de transition volontariste, comme celui proposé par Negawatts », continue Pierre-Noël Giraud. « Bonne nouvelle : la transition énergétique sédentarise l'emploi. Même si les panneaux solaires et les éoliennes sont fabriquées ailleurs, les services, le BTP sont locaux. Encourager l'économie verte, c'est donc encourager la sédentarisation de l'emploi ».

► REV3 : METTRE EN DIALOGUE LES ACTEURS ET LES TERRITOIRES

Philippe Vasseur

La région Hauts-de-France est une région de villes moyennes, avec des territoires aux contextes et histoires très contrastés, des mondes économique, politique, universitaire qui ne dialoguent pas toujours entre eux voire avec des rivalités culturelles ou politiques. Il n'est donc pas simple de rassembler des acteurs en collectif.



« Plutôt que de créer des structures pour réunir les acteurs, nous les avons invités à se réunir autour d'un projet », raconte Philippe Vasseur. « Ce projet est celui de la troisième révolution industrielle. Nous avons démarré il y a 5 ans, il y a eu depuis une alternance politique et pourtant nous avons continué sur la même voie. Et nous poursuivrons tant que ce « petit miracle » durera. »

L'année 2018 est une année d'amplification, autour de 10 grands projets structurants et des territoires démonstrateurs. 800 projets sont aboutis ou en cours de réalisation, un chiffre

qui va doubler dans les 18 mois qui viennent.

« Il faut qu'on joue sur la complémentarité entre des territoires et leurs spécificités (agricoles, industriels...). Je pense qu'on est capable de le faire », explique Philippe Vasseur. « Notre travail est de faire en sorte que le développement des territoires, dans leurs spécificités, puissent profiter aux uns et aux autres ».

► DE LA DIFFICULTÉ DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE COLLECTIVE D'UNE ENTREPRISE

Marcel Croquefer



Lorsque la raffinerie Total menace de fermer en 2009, les salariés imaginent les manières de maintenir l'emploi et les compétences du territoire. Leur idée : fabriquer un carburant qui ne soit pas d'origine fossile et qui ne su-bisse pas les lois du marché économique.

« Nous est venu l'idée de produire de l'hydrogène », explique Marcel Croquefer. « D'abord pour les transports et ensuite, en tirant le fil, pour la méthanisation, notamment à partir du captage de CO₂. Nous avons travaillé avec nos camarades de la sidérurgie, avec la fédération métallurgie... » Si au démarrage, l'objectif était uniquement de défendre et préserver les emplois, la question environnementale s'invite doucement dans la réflexion. Tout comme les difficultés de convaincre en interne. « Comment convaincre nos camarades de l'industrie pétrolière qu'ils vont devoir abandonner leur emploi ? » questionne Marcel Croquefer. « Qu'il faut réfléchir et se diriger vers un autre type d'industrie ? Ce n'était pas simple, mais on y est parvenus. La fédération nationale des industries chimiques a même engagé la promotion du concept d'hydrogène vert, produit par électrolyse de l'eau, en vue de remplacer les carburant et mieux utiliser l'énergie fossile à des fins durables ».



La CGT porte également le projet de mettre en place sur la zone de Coudekerque, un outil pédagogique pour vulgariser la question de l'hydrogène auprès de toute sa filière et auprès du grand public. Le projet est retenu parmi les 10 initiatives repérées par le Conseil Régional dans le cadre de son programme de dialogue social territorial. Malheureusement, l'issue n'a pas été heureuse et les projets n'ont pas abouti.

« Quand j'entends H₂V s'implanter sur le Dunkerquois, cela correspond tout à fait à ce qu'on a pu imaginer », constate Marcel Croquefer. « Il n'a jamais été question pour nous, syndicalistes d'imposer quoi que ce soit et de prendre la place de qui que ce soit, un industriel reste un industriel, un patron reste un patron. Pourtant j'ai l'impression que lorsque l'étiquette syndicale s'affiche, les portes se ferment. Nous avons un message à passer, des propositions à faire entendre, elles n'ont pas toujours été entendues comme elles auraient dûes l'être. »

Des obstacles identifiés

Philippe Vasseur

La réglementation

« Quand on va dans l'innovation, dans des champs nouveaux, la réglementation n'est pas faite pour ça. Elle est faite pour réguler ce qui existe déjà. Une partie du travail accompli par la Rev3 est de lever des obstacles. »

Le rapport multinationales / territoires

« Si les grands Groupes sont dans des logiques qui ne les incitent pas à s'intéresser à l'échelle territoriale, inversement, nous avons la chance d'avoir des leaders mondiaux, dans différents domaines qui ont leur siège dans la

région. Une entreprise comme Bonduelle par exemple réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires aux États-Unis, mais a son siège chez nous. On peut avoir une vision d'ancrage sur le territoire et en même temps une vision mondiale. Mais il est vrai que sur Total, on n'a pas beaucoup de prise... »



► DE L'ART DÉLICAT DE LA PROSPECTIVE PUBLIQUE

Martin Vanier

Martin Vanier, géographe, fait partie de la coopérative Acadie, qui conseille les territoires dans leurs stratégies de politiques publiques depuis de longues années. « L'invitation à la prospective est un pari douloureux car c'est celui que chacun ferait à son propre égard d'accepter de se transformer plus ou moins profondément ou radicalement, dans sa posture professionnelle, son champ de vision, ses croyances, son substrat idéologique, son héritage, sa culture... » explique-t-il. « La sédentarisation, les racines, les ancrages...



en prennent un coup quand on commence à changer ça. On ne rentre pas en prospective sans conséquence : il y a forcément un défi vis-à-vis de soi-même. »

Selon lui, tout travail de prospective collective revêt une certaine part d'insincérité : il consiste à mettre en débat le futur dans lequel chacun projette ses représentations du présent, ce en quoi il croit, dont il est dépositaire, qu'il ne veut pas bouger d'un hiatus et qu'il vient défendre contre les autres... qui font la même chose. « Voyez comme on est bien parti pour inventer le futur dans ces conditions! » plaisante-t-il. « La prospective consiste à être à la hauteur de ce qui nous attend ». Je ne sais plus qui a dit ça, mais c'est une belle éthique. Cela signifie que, même s'il faut que nous soyons audacieux, transgressifs, désireux de le changer, le futur n'est pas entièrement entre nos mains. Être à la hauteur de ce qui nous attend, c'est reconnaître que le futur est toujours plus grand que nos désirs et nos intentions ».

Ce dialogue territorial, invitant chacun à changer de prisme, de référentiel, à entrer en transition, à être chambardé... ne peut être

mis en place avec un système public constant, dans ses façons de faire, d'agir et dans la représentation de ses missions, comme par exemple, le fait que ce système public et ses institutions seraient seuls dépositaires de l'intérêt public tandis que l'ensemble des autres acteurs du territoire seraient dépositaires, à l'inverse, d'intérêts plus ou moins privés. « Alors que ce qui est frappant à vous écouter tous, acteurs économiques, citoyens, associatifs... », continue Martin Vanier, « c'est que vous êtes collectivement peu ou prou dépositaires d'intérêts collectifs, finalement de portée publique. Que vos missions, vos entreprises, vos compétences et vos champs d'action soient privées ou publiques ».

Lorsqu'elle est saisie par l'acteur public, la prospective invite la collectivité à sa propre transformation. La difficulté de cette transfor-

mation est proportionnelle à la représentation qu'elle a de sa puissance et de sa fonction territoriale. Martin Vanier cite deux exemples pas forcément vertueux de collectivités qui se sont profondément remises en cause et qui ont agi selon des règles transgressives : « Il ne suffit pas de se transformer pour agir mieux! ».

Montpellier, qui s'est transformée, réinventée dans la fin des années 70 et années 80, dans le système politique incarné par Georges Frêche, et qui a changé les modes de faire de la maîtrise d'ouvrage publique, du projet, de la planification et de l'urbanisme, pour construire sa métropolisation.

Le Grand Lyon, aujourd'hui le modèle de territoire de politiques publiques transformatrices, et qui s'adosse à une gouvernance assez étroite avec les milieux économiques, ce qui donne aux élus les moyens d'agir.



« Des mondes professionnels publics se transforment, et vous en avez aussi dans ce territoire, qui n'est pas en reste au niveau de l'innovation : Grande-Synthe, Loos-en-Gohelle, Fourmies... » conclut Martin Vanier. « Les travaux réalisés dans le cadre de la troisième révolution industrielle, de REV3 sont exemplaires parce qu'ils font bouger les lignes. C'est ça faire de la prospective : changer les règles du jeu par lesquelles on peut inventer le futur. »

► RASSEMBLER ET FAIRE « FEU DE TOUT BOIS »

Damien Carême

« Le dialogue territorial initié par le Conseil Régional avec la CGPME, la CGT, la CUD... a été une bonne manière de mettre les acteurs publics, les syndicats, les chefs d'entreprise autour de la table », raconte Damien Carême. Depuis, ce dialogue a fait du chemin et se conjugue aujourd'hui à échelle territoriale. Un dialogue indispensable à la naissance de projets collectifs, même s'ils prennent du temps et n'aboutissent pas toujours, comme le projet de transformation de la raffinerie Total.

« Les réflexions collectives prennent du temps, peut-être trop de temps », regrette



Damien Carême. « Mais on avance. Je suis toujours convaincu de l'enjeu autour de l'hydrogène, même si aujourd'hui beaucoup de territoires s'en emparent. Nous avons également le champ éolien offshore, H2V... Il faut désormais accélérer et se servir de la puissance publique pour créer les outils. Toute cette cohérence territoriale se fait avec l'ensemble des acteurs. »

Exemple de ces derniers mois : le projet Territoire d'Innovation de Grande Ambition (TIGA) à l'échelle du Dunkerquois. Le territoire a été sélectionné parmi 24 projets retenus à l'échelle nationale, et est le seul retenu en Hauts-de-France. À la clé : quelques millions d'euros, leviers financiers qui permettront d'accompagner et de lancer actions et projets. « Notre territoire souffre depuis quelques années : nous avons eu des départs d'emplois « nomades » pour reprendre la terminologie de Pierre-Noël Giraud, et il faut qu'on diversifie et booste notre industrie », continue Damien Carême. « Pour y parvenir, nous devons nous servir de notre expérience et de nos savoir-faire acquis pour mettre en action les entreprises locales avec les pouvoirs publics, les partenaires, les citoyens et relancer une économie locale responsable, en terme environnementale et sanitaire, et qui pérennise notre industrie. Et ce Forum en est la représentation. »

La CUD vient également de passer une délimitation-cadre autour d'une politique agricole et alimentaire territoriale, qui vise à faciliter la conversion de l'agriculture, l'implantation de jeunes maraîchers bio, et le passage à 100% des cantines au local et au bio dans l'ensemble de l'agglomération.



La mise en place des transports en commun gratuits sont également un marqueur important, tout comme le remplacement des bus diesel par des bus au gaz et, demain, à l'hydrogène... « Nous avons énormément de projets en cours », souligne Damien Carême, « il faut faire feu de tout bois, développer cette capacité à saisir des opportunités : répondre à un AMI, coopérer avec les territoires... Être agile, tout en fixant un cap et une stratégie. Martin parlait de territoires transgressifs, il faut des territoires audacieux, qui prennent des risques, qui ne fantasment pas le passé en futur. Il faut des territoires en rupture et qui osent passer le pas de la transformation écologique et sociale. »

Articuler les territoires, du local au national

L'économie sédentaire, qui représente les trois quarts de l'économie, est beaucoup mieux traitée au plan territorial ou local qu'au plan national. Mais elle ne doit pas se passer pour autant de politiques nationales. Tout est question d'articulation. « L'apprentissage en France, par exemple, ne fonctionne pas bien ;

il est évident que les régions et les entreprises doivent être actives dans les formations nécessaires à un bassin d'emplois. À Toulouse, c'est Airbus, qui a largement défini avec les autorités territoriales un programme d'école et de formations qui lui permet de se maintenir dans sa position », explique Pierre-Noël Giraud. « Mais en même temps, la réforme de la formation, dans son ensemble, relève du droit national. Autre exemple : l'hydrogène. Si une taxe nationale sur les carburants fossiles voyait enfin le jour, il serait plus facile pour les territoires de développer des projets d'hydrogène. L'appui en terme de prix relatif de l'état central au développement des énergies renouvelables reste indispensable. »

Dans la transition énergétique, souvent plus locale que les grands systèmes centralisés, comme dans le développement des économies locales, pour répondre à des besoins locaux, une articulation et des synergies fortes sont indispensables, entre les règles générales, que fixe l'état central, et les territoires agiles, qui expérimentent.

LES GRANDES QUESTIONS

► **COMMENT IDENTIFIER LES COMPÉTENCES EN RÉGION ? COMMENT CRÉER DES PONTS ENTRE CES COMPÉTENCES ET LES EMPLOIS DE DEMAIN ? QUELS SECTEURS D'ACTIVITÉ PRIVILÉGIÉS ? QUELS MOYENS DE FORMATION DÉVELOPPER ?**

Philippe Vasseur

Lorsque l'on parle d'emplois, on a 3 approches différentes : l'emploi immédiat, pour permettre aux chômeurs de retrouver du travail, l'emploi à moyen terme (dans les 20-25 ans) et ce qui va au-delà.

Il faut anticiper pour que les personnes en recherche d'emploi aujourd'hui soient en capacité de postuler aux emplois qui leur seront proposés demain. Nous réfléchissons par exemple avec la région à une École des métiers de la 3^{ème} révolution industrielle.



Jean-François Vereecke

Agence d'urbanisme

Nous sommes le premier territoire à avoir travaillé sur la représentation de l'ensemble de l'écosystème industriel local. Cela nous permet d'avoir une approche assez nouvelle des conséquences des transitions, d'anticiper les investissements, les conséquences de rupture de chaîne... Nous travaillons également sur une toile des compétences, concrétisation de cette approche.



► **LE DIALOGUE SOCIAL TERRITORIAL EST FONDAMENTAL MAIS PEUT-IL SERVIR À CRÉER UN RAPPORT DE FORCE ENTRE PLUSIEURS ACTEURS FACE À UN INDUSTRIEL, QUI VEUT DÉLOCALISER PAR EXEMPLE ?**

Cécile Marchand

Chargée de campagne climat et acteurs publics, les Amis de la terre

Le conflit autour de la raffinerie est le genre de conflit à éviter. Nous laissons finalement des emplois détruits, des gens cassés, alors qu'il faut les accompagner à trouver un nouvel

emploi. Ce nouvel emploi n'est pas seulement celui au sein d'une grosse entreprise comme EDF, pour se retrouver dans une centrale nucléaire à l'autre bout de la France, mais bien au contraire un emploi sur le territoire.

Marcel Croquefer

La question interpelle sur le rôle fondamental de l'entreprise : a-t-elle pour vocation de satisfaire à des carnets de commande, qui eux-mêmes répondent à des besoins d'une population? Ou est-elle là pour satisfaire des besoins financiers et répondre aux attentes de la finance? Si l'un de ses rôles est de répondre aux besoins d'un territoire, la prospective est plus facile à travailler. Sinon, peut-on mobiliser les citoyens, associations, syndicats, pour faire contrepoids? Est-ce qu'on pourrait imaginer une contrainte réglementaire de la part de l'État et des élus?

Damien Carême

Ces sujets sont complexes, car, parfois des choses échappent au pouvoir de l'élu local. Nous n'avons pas compris la décision brutale de la fermeture de la raffinerie, qui était pourtant bénéficiaire, ni les façons dont les conséquences sociales allaient être gérées par l'entreprise. Mais il est compliqué d'avoir à faire à des grands groupes, nationaux ou internationaux. Nous avons laissé beaucoup trop de pouvoir à l'économie face au politique, aujourd'hui sur les territoires, nous sommes tous tributaires de ces décisions internationales.

Pierre-Noël Giraud

L'influence que nous pouvons avoir sur les firmes globales, ne relève pas d'un problème national mais éventuellement européen. L'Europe reste le premier marché du monde, en termes de pouvoir d'achat, devant la Chine ou



les États-Unis. Le seul moyen que nous avons d'influencer les décisions de localisation des firmes globales c'est de leur dire : « si vous voulez avoir accès aux marchés européens, vous devez localiser sur le territoire européen une certaine proportion de votre valeur-ajoutée ». Lorsque Airbus a voulu s'installer en Chine par exemple, le gouvernement leur a posé les conditions de localiser 30 à 40 % de la valeur de l'airbus sur son territoire, de réaliser des joint ventures et de demander à tous leurs sous-traitants de faire des joint ventures avec les entreprises chinoises. Ce n'est pas du protectionnisme au sens classique, mais une exigence de production locale.

Il faut donc traiter cette question de localisation à échelle européenne, avec la deuxième question qui l'accompagne : où ? En Allemagne, en Italie, en France ?

Philippe Vasseur

Nous sommes une région très attractive : nous sommes la deuxième région de France pour l'accueil des investissements étrangers, et, en 2017, la première pour l'accueil des investissements étrangers dans l'industrie. Mais 90% du développement reste un développement endogène.

Par exemple, en matière d'industrie automobile, nous sommes la première région d'industrie automobile de France en termes de volume de production et la deuxième en termes d'effectifs. Nous avons sur le territoire une grosse usine de moteurs, or, la fin du moteur thermique est annoncée à plus ou moins brève échéance. Si on passe à l'électrique, cela signifie la fin des boîtes de vitesse. Ça tombe

mal, nous avons aussi une usine de boîtes de vitesse. Nous avons des emplois dont nous savons, dès aujourd'hui, qu'ils vont disparaître !

La grande question reste : serons-nous capables de reconvertir ces usines ? Même si conversion est un mot que je n'aime pas trop, je pense qu'on n'est pas en conversion, mais en mutation.



► COMMENT ARTICULER EMPLOIS NOMADES ET EMPLOIS SÉDENTAIRES ? VERS DES INTÉRÊTS COMMUNS NOUVEAUX...

Martin Vanier

Ce que raconte la globalisation, c'est un divorce entre les deux familles d'intérêts, sédentaires et nomades.

Les intérêts nomades se sont, pour partie, financiarisés, et pour l'autre ont trouvé aussi leur propre rentabilité et leur univers de déploiement sur des registres qui laissent orphelins certains territoires. Les intérêts sédentaires, eux, sont toujours un peu fragiles.

Comment lit-on l'articulation entre emplois sédentaires et nomades? N'y a-t-il pas des conditions d'efficacité qui relèvent de leur renforcement mutuel? Que quelque chose se passe entre ces deux mondes qui les rendent mutuellement plus efficaces à condition que le sédentaire soit un peu au service du nomade, et inversement?

Ce n'est pas avec les mêmes cartes qu'on peut changer complètement la règle du jeu. Si nous faisons venir des constructeurs chinois, par exemple, pour faire des voitures électriques, ces automobiles ne vont pas changer les choses fondamentalement, même si cela fait une bouffée d'air sur l'emploi.

La transition propose de se réunir autour d'intérêts communs nouveaux. Que pourrait-on aujourd'hui remettre sur le haut de la pile comme intérêts communs qui permettraient de réajuster ces sphères nomade et sédentaire? Les communs par exemple? Il peut y avoir des intérêts nomades sur ces communes, cela ne me choque pas qu'ils soient nomades et globalisés, mais à condition qu'ils soient ré-énoncés sur les valeurs en question.

Antoine Goxe

Cerdd

Lors d'une table ronde à Amiens, nous avons abordé la question de ces biens communs qui pouvaient être remis au cœur des débats. Nous pourrions prendre en feuille de route le cadre international proposé par les Nations-Unies, l'agenda 2030, décliné en 17 objectifs de développement durable. Ne serait-ce pas une base de travail, un outil de traduction des grands enjeux globaux sur lesquels réarticuler les enjeux locaux?

Pierre-Noël Giraud

Les nomades consomment des biens sédentaires pour exporter leurs biens nomades, et les employés nomades consomment des biens sédentaires.

L'une des raisons affichées de l'avantage compétitif de l'industrie allemande sur l'industrie française est que le prix des loyers des cadres et des ouvriers est beaucoup plus faible qu'en France. Le coût de l'habitat sédentaire impacte donc la compétitivité des nomades.

En revanche, plus il y a de nomades dans un territoire, mieux les sédentaires s'en portent. Nous avons calculé que la création de 100 emplois nomades dans le dunkerquois entraîne 66 emplois sédentaires induits.

Il faut développer une politique spécifique pour développer des emplois nomades, orientée vers la formation professionnelle, l'innovation, la montée en gamme pour augmenter l'attractivité des territoires, et des politiques spécifiques pour les emplois sédentaires pour les rendre plus efficaces, plus attractifs pour les nomades eux-mêmes. Créer ce lien n'est pas spontané!

L'effet multiplicateur du nombre des emplois nomades sur les emplois sédentaires peut donc augmenter si l'attractivité des biens et services nomades est améliorée.

Christian du Tertre

Les emplois dépendent avant tout de la stratégie de l'entreprise. Par exemple, une PME, centre d'appel en direction des médecins et qui organise leur agenda, si elle adopte une logique industrielle de volume et d'échelle, de réduction des coûts, réduction du temps de réponse au patient, multiplication des ren-

dez-vous pour les médecins, etc. celle-ci a vocation à être délocalisée. À l'inverse, une PME qui développe le même service, mais qui fait le choix stratégique de ne pas rentrer dans cette logique industrielle, mais au contraire de penser au service rendu à la fois aux médecins, aux malades, aux hôpitaux, au territoire en répondant par exemple à l'enjeu de la désertification médicale de son bassin, alors celle-ci se pose la question du devenir sociétal de son territoire. Vous avez donc, pour le même type de service et sur le même territoire, d'un côté une entreprise qui développe des emplois nomades et de l'autre des emplois sédentaires.

La capacité de discuter de ces stratégies lorsqu'il s'agit de grands groupes est très faible, vous êtes plusieurs à l'avoir souligné. Il est essentiel de se concentrer sur les PME qui sont le ressort aujourd'hui du développement des activités. Est-ce qu'on se soucie pleinement des problèmes des PME : que ce soit en matière de financement, de localisation, d'implantation ? Comment sont-elles accompagnées stratégiquement ? Regrouper l'ensemble des réflexions des PME peut être un levier majeur de développement de services qui rencontrent les besoins des habitants d'un territoire.

Nicolas Fournier

Président de l'Adelfa et animateur d'un groupe des amis de la terre

Les discours proposés ici sont très bien, mais dans les faits, c'est beaucoup trop lent à se mettre en marche. Nous avons respecté la loi pour diminuer la part du nucléaire en

France, et j'entends un Président de Région qui nous promet un EPR¹. Nous nous sommes battus contre le terminal méthanier, projet inutile et coûteux : il ne fonctionne qu'à 5% de ses capacités. Et en même temps, les projets éoliens offshore ont des difficultés à se mettre en place, sur la côte d'Opale notamment. J'attends beaucoup de la captation de carbone au niveau d'ArcelorMittal, pourtant je ne vois pas beaucoup de frémissement non plus. Nous avons beaucoup parlé de l'extension du port de Dunkerque avec le projet Cap 2020, qui vise à multiplier par 7 les importations de conteneurs ; c'est entrer encore une fois un peu plus dans la mondialisation. Ce que je vis au quotidien n'est pas tout à fait ce qui est présenté dans les discours... Ou alors je suis trop impatient.



1. Le réacteur pressurisé européen (initialement European Pressurized Reactor, puis Evolutionary Power Reactor), EPR est un projet de réacteur nucléaire de troisième génération, conçu et développé par Areva NP





ÉTUDES ET RAPPORTS

Enjeux énergétiques et emplois dans les Hauts de France, Scénarios pour la Troisième Révolution Industrielle / ADEME

Après le Master Plan rev3 établi en 2013 pour le Nord-Pas de Calais, la présente actualisation permet de faire le point sur la dynamique en cours. L'ADEME, en partenariat avec l'État, la Mission rev3, le Conseil Régional, et la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale, a initié un travail de scénarisation afin d'« élargir » les ambitions du Master Plan à l'ensemble de la nouvelle région.

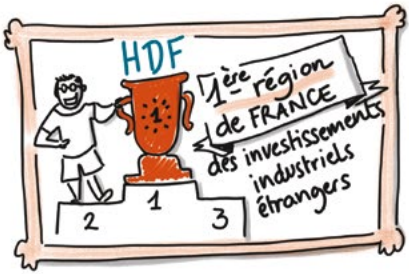
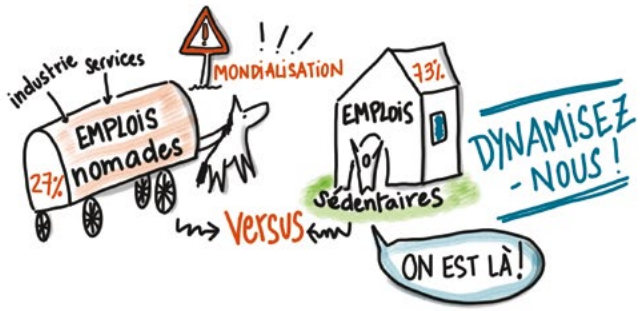
Trois scénarios, un premier opportuniste ou pragmatique et deux autres plus exploratoires, ont été retenus pour conduire cette réflexion. Cet exercice a permis de tirer trois grands enseignements.

La valorisation des potentiels énergétiques renouvelables locaux est sur la bonne voie (avec une hausse de 70% en 5 ans, et désormais plus de 17TWh/an).

Les gisements d'économies d'énergie restent conséquents et constituent un réel enjeu économique, notamment dans le bâtiment (environ 100TWh/an à économiser à l'horizon 2050)

Les enjeux associés en termes d'emplois régionaux sont importants. Pour les trois secteurs étudiés (énergies renouvelables, bâtiment et mobilités), on passerait de 166 900 à 213 500 emplois soient 46 600 emplois supplémentaires. Les filières examinées permettent d'identifier des résultats très intéressants à l'horizon 2050 : méthanisation (de 300 à 11 000 emplois), matériaux bio-sourcés dans le bâtiment (de 500 à 7 000 emplois), électromobilité (jusqu'à 6 000 emplois directs), stockage de l'énergie et hydrogène (jusqu'à 7 000 emplois directs). Au-delà du nombre, ces perspectives apparaissent comme des opportunités majeures à saisir en matière de formation et d'accompagnement des transitions professionnelles.

Télécharger l'étude sur :
www.ademe.fr



Fresque réalisée par
Hélène SALAZAR
www.bienfaitpourta.com

BONNE NOUVELLE

la **Transition énergétique**

SÉDENTARISE L'EMPLOI et en crée!

Comment **RACONTER** l'histoire de la **Transition** ?

SANS LAISSER DES PERSONNES SUR LE BORD DE LA ROUTE

VOUS ENTREZ EN PROSPECTIVE

Retour vers le futur

AVEC: dans le rôle principal l'Action Publique

ON NE RENTRE PAS EN PROSPECTIVE SANS CONSÉQUENCE SUR SOI

"Il faut être à la hauteur de ce qui nous attend."

Autheur public

SA CHAMBARDE mais il faut que ce soit **CONSTANT!** et il faudra faire face à de nombreux **OBS-TACLES**

exemple: pic de la **RIGIDITÉ** des institutions

CA PREND DU temps peut-être un peu trop?!

territoires ANDAGIEUX

PLEIN DE PROJETS sont **EN COURS**

- TRANSPORTS GRATUITS**
- HABITAT BASSE CONSO**
- CANTINES BIO**
- MARAÎCHAGE**
- TIGA**
- REV3**

ÉCOLE

PAS COMME LES AUTRES

ici on apprend les métiers de la 3^e révolution

⑧

Forum de la
transition :
ils vous
accompagnent
pour passer
à l'action !



Durant le forum, un espace ressources a permis aux participants de récolter les informations sur les dispositifs d'accompagnement techniques et/ou financiers pour concrétiser leurs projets de transition. Retrouvez leurs présentations et contacts au fil des pages suivantes.



Un espace « stands ressources » a permis aux participants d'identifier les opportunités d'accompagnement pour leurs projets de transition.

© Melanie Niermierz, Ville de Grande Synthe

► L'AVENTURE COLLECTIVE TIGA

Dunkerque fait partie des 10 territoires finalistes TIGA (Territoires d'innovation de grande ambition) à échelle nationale. Une belle première réussite due à une dynamique collective : si la CUD est la pilote de cette candidature, elle rassemble de nombreux acteurs du territoire, entreprises, CCI, agence d'urbanisme, organisations syndicales, société civile... Elle ne concerne pas que le secteur industriel mais touche de nombreux enjeux territoriaux, et parmi eux, la qualité de l'air, qui est l'un des axes prioritaires identifiés (voir page 27 et 33).

Pour en savoir plus ou faire partie de l'aventure : yann.capet@tud.fr

► TRÉSORS DE FLANDRE : PROMOUVOIR LES PRODUCTEURS ET ARTISANS LOCAUX

Fondée en 1996, cette association de producteurs et d'artisans œuvre pour la promotion des richesses gastronomiques et artisanales locales. En organisant des marchés fermiers, salons ou portes ouvertes, elle permet au grand public de découvrir les produits, producteurs, artisans et artisans des métiers de bouche du territoire de Flandres.

L'association est aussi et surtout un réseau qui accompagne ses adhérents à développer leurs outils et démarches de qualité, via des formations ou rencontres de pair à pair.

Vous êtes producteur ou artisan du dunkerquois et souhaitez rejoindre le réseau ?

- www.tresorsdeflandre.com
- tresorsdeflandre@gmail.com
- www.facebook.com/tresorsdeflandre

► LA TURBINE : PORTE D'ENTRÉE POUR TOUS LES PORTEURS DE PROJETS

Impulsée par les États généraux de l'Emploi local, « La Turbine » regroupe l'ensemble des acteurs de la création, reprise, implantation et développement des entreprises du dunkerquois. Loin d'être une nouvelle structure, La Turbine est un réseau d'acteurs existants (la CUD, la CCI, la BGE, le CMA, Flandres Création, Initiatives Flandres, Dunkerque promotion, entreprendre ensemble...) qui a pour objectif de rendre accessible les informations et dispositifs, et d'accompagner tout type de porteur de projet et à n'importe quelle étape de sa réflexion.

Avantages pour le porteur de projet :

une seule structure à laquelle présenter son projet.

une seule structure qui l'oriente vers les dispositifs et acteurs les plus adaptés pour l'accompagner (parmi les acteurs du réseau mais aussi parmi tout son écosystème : experts comptables, juridiques...etc.)

À terme, un bâtiment regroupera l'ensemble des partenaires du réseau, accueillera les porteurs de projets et les entreprises potentiellement créées.

Forum de la transition : ils vous accompagnent pour passer à l'action !

La Communauté Urbaine de Dunkerque a également mis en place un Fonds pour l'Innovation et la Croissance (FIC) (prêt à taux zéro) pour accompagner les entreprises du territoire dans leurs projets de développement et d'innovation et leur permettre un meilleur accès aux financements locaux et régionaux. Les critères à remplir : créer des emplois, avoir un montant d'investissement supérieur à 200000 euros, et présenter un caractère innovant avec un impact social et/ou environnemental.

Vous avez un projet d'entreprise ou d'actions et cherchez à être accompagnés?

• Jérémy LHERBIER
jeremy.lherbier@cud.fr
laturbine@cud.fr

Vous cherchez des financements pour votre entreprise à impact social et environnemental?

• Julie BLANCKAERT
julie.blancaert@cud.fr

► **MAISON DE L'ENVIRONNEMENT DE DUNKERQUE : SENSIBILISER POUR AGIR!**

Si elle s'appelle « Maison de l'environnement », la MDE est dans les faits plutôt une « Maison de la transition ». Non seulement parce qu'elle est un écosystème qui regroupe des acteurs de nombreux domaines (environnement, solidarité, droits, santé...), mais aussi parce qu'elle s'attaque à des sujets très divers.

De balades nature en repair cafés, en passant par l'accompagnement des établissements scolaires dans leurs plans de déplacement ou des diagnostics domestiques sur la qualité de l'air intérieur, son objectif est de capter l'attention du citoyen sur un sujet, puis « tirer le fil » pour l'entraîner à comprendre tous les aspects de la transition. Son leitmotiv : informer, agir, développer. Et le faire joyeusement et sans culpabiliser.

Dans le même état d'esprit, la MDE s'adresse également aux entreprises qui souhaitent mettre en place des actions thématiques et à leur échelle à destination de leurs salariés. Pour, demain, construire progressivement une stratégie globale d'intégration et de sensibilisation à la transition.

Vous souhaitez mettre en place des actions de sensibilisation au développement durable?

Vous souhaitez recevoir le programme des animations de la MDE?

- contact@maison-environnement.org
- Facebook : [MaisonEnvironnementDunkerque](#)
- www.maison-environnement.org

► **LES RESSOURCES DU LEARNING CENTER**

Le centre de ressources du learning center propose une importante collection de livres, dvd, expositions, vidéos, magazines sur la transition énergétique, économique et sociale, la gestion de projet, les méthodes de créativi-

té, la gouvernance ou la participation. Car, plus qu'un centre, c'est une véritable « boîte à outils », source d'inspiration et d'exemples pour passer à l'action. En témoignent la création en cours de « vidéos cagettes » qui dressent le portrait de travailleurs dunkerquois de la transition, en présentant de nouveaux métiers ou métiers peu connus.

Ce centre est gratuit et ouvert à tous, et accessible dans toutes les bibliothèques du dunkerquois grâce au réseau Balises.

Vous cherchez des informations sur la transition et des exemples dans le dunkerquois ?

- ressources.has@tud.fr
- www.lesbalises.fr

► LE CLUB NOÉ OU L'ACCOMPAGNEMENT DES NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Le club Noé est une association créée par plusieurs structures engagées sur les nouveaux modèles économiques (ATEMIS, CCI, Cerdd,...). Il a pour mission de faire converger les actions de ces différentes structures et de valoriser leur complémentarité afin de favoriser l'émergence des nouveaux modèles économiques dans la région Hauts de France.

Concrètement, il propose :

des conseils, expertise, une veille et un espace ressources numérique,

une mise en réseau avec les adhérents du Club en fonction des enjeux spécifiques de chacun.

des groupes de travail pour développer des solutions communes (dans le domaine de l'Habiter, la Santé, la Mobilité, l'Alimentation Durable...)

des formations et accompagnement collectifs et individuels,

la mise en réseau et la mise en coopération l'organisation d'espaces de rencontres avec d'autres acteurs intéressés par ces dynamiques

Le réseau compte, en 2018, 60 adhérents ; chaque adhérent est accompagné et crée, avec le club, sa propre feuille de route.

« *Nous passons d'abord par deux jours de « déformation » !* » explique, Julien Da Costa, fondateur de Flex'Ink, et membre du réseau depuis 3 ans. « *Cela nous permet d'appréhender les modèles économiques sous un autre angle, et de confronter notre analyse personnelle à l'intelligence du collectif.* »

Vous souhaitez intégrer le club Noé ?

- www.clubnoe.com

► L'AGUR TISSE SES TOILES

L'agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR) est une agence d'études, de conseil, d'animation dont les expertises sont un précieux appui à l'aide à la prise de décision. Études et analyses, rédaction de documents d'urbanisme, observatoires, assistance à maîtrise d'ouvrage, préconisations urbaines, architecturales ou paysagères... L'AGUR intervient dans des missions très diverses. Elle réalise notamment des « toiles » de territoire, représenta-

tions graphiques et numériques des principaux échanges et relations entre acteurs autour d'une thématique. 4 toiles sont disponibles (industrielle, énergétique, agricole et toile des transitions) et une est en cours de finalisation : la toile des compétences.

Vous cherchez une expertise pour un projet d'aménagement? Vous avez besoin de mieux connaître les acteurs et les flux territoriaux en matière industrielle?

Retrouvez toutes les ressources documentaires sur :

- www.agur-dunkerque.org

► **LE CERDD POUR PASSER À L'ACTION DE LA TRANSITION**

Le Centre Ressource du Développement Durable (Cerdd) outille et accompagne les acteurs de la région vers de nouveaux modèles de société. Créé en 2001, ce Groupement d'Intérêt Public (GIP) est piloté par l'État, le Conseil régional Hauts-de-France et plusieurs collectivités locales, associations et partenaires privés. L'équipe du Cerdd s'adresse aux organisations publiques et privées et les incite à être actrices de la transition économique, sociale et écologique dans les territoires. Elle travaille sur différents domaines en privilégiant une approche transversale : Nouveaux modèles économiques et rev3, changement climatique et énergie, Alimentation durable et santé environnementale.

Les ambassadeurs du développement durable

Les ambassadeurs du développement durable sont des personnes volontaires et qualifiées, issues d'horizons professionnels variés, qui peuvent conduire des interventions gratuites et pédagogiques pour différentes manifestations : clubs d'entreprises, assemblées locales des collectivités, ciné-débats, journée ou semaine du DD, événements associatifs... Objectif : multiplier les occasions d'expliquer simplement et concrètement le développement durable et la lutte contre le changement climatique au travers d'actions variées. Élus et agents du secteur public, acteurs économiques et associatifs, citoyens : vous pouvez faire intervenir gratuitement un ambassadeur chez vous!

Le DDTour

Le DDTour c'est un panel de visites professionnelles clés en main, élaborées par le Cerdd et ses partenaires pour aller à la rencontre sur le terrain, des entreprises, collectivités et associations qui font le développement durable au quotidien. Le DDTour est une vitrine régionale des transitions écologiques, économiques et sociales, un apport de contenus concrets, de chiffres et de preuves qu'il est possible (et nécessaire) de mettre en œuvre collectivement un autre mode de développement.

Toutes les infos sur :

- www.cerdd.org
- Rubrique « Les services du Cerdd »

► *ECOPAL, L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE AU QUOTIDIEN*

Créée en 2001, ECOPAL est une association qui accompagne ses adhérents, entreprises ou administrations, à la mise en application concrète de l'écologie industrielle et de l'économie circulaire pour leur permettre de se concentrer sur leur cœur de métier. Ses actions s'articulent autour de 4 axes forts -l'eau, la biodiversité, le déchet et l'énergie-, et prennent la forme d'accompagnements à la valorisation des déchets, de formations et sensibilisation, et de diagnostics et outils pour aider ses adhérents dans la gestion de leur flux (matière, eau, énergie).

Vous souhaitez être accompagnés par Ecopal?

• www.ecopal.org

► *CLUB DE L'ESS : L'HOMME AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE*

Le Club de l'ESS du Dunkerquois regroupe un ensemble de structures dont l'activité repose sur des valeurs et principes communs : utilité sociale, coopération et ancrage territorial adapté aux besoins des habitants. Les activités des membres ne visent pas l'enrichissement mais le partage et la solidarité pour une économie respectueuse de l'Homme et de son environnement.

Association, coopératives, entreprises... Rejoignez le réseau :

• www.clubess.fr

► *REV3 OU LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE*

La Troisième Révolution Industrielle ou Rev3 est engagée depuis 2013. Elle est la convergence de l'amorce de trois mutations majeures : la transition énergétique, la révolution numérique et les nouveaux modèles économiques réconciliés avec nos ressources naturelles et humaines. Cette stratégie régionale portée par la Région Hauts-de-France et la CCI Hauts-de-France est une opportunité pour les territoires de transformer un potentiel économique et social, en hausse de revenus pour l'économie locale, en investissements pérennes dans des emplois qualifiés non délocalisables en redonnant le pouvoir d'agir aux habitants et aux dirigeants.

Informations, études, chiffres clés et actions :

• www.rev3.fr



Conclusion





Damien Carême

Le premier Forum a eu lieu il y a 18 mois, ce deuxième est une nouvelle étape aujourd'hui : il y aura évidemment une suite. Nous sommes en train de nous forger une culture commune. Je comprends l'impatience et je suis encore plus impatient. Grande-Synthe compte 29% de chômage, 29% de personnes qui sont privées d'emplois, et il y a une urgence sociale pour eux. Mais cette urgence sociale ne m'autorise pas à faire n'importe quoi. Je veux que les choses que nous mettons en place soient durables. Si demain, ces personnes retrouvent un emploi, il faut que ce soit un emploi pérenne.

Il y a des positions politiques à prendre et je prends ma part de responsabilité, j'affirme et redis les choses. J'étais également contre le terminal méthanier, qui est pour moi un projet du siècle dernier. Le Forum s'inscrit dans cette logique, pour qu'on soit de plus en plus nombreux à participer et à partager cette volonté.

Patrice Vergriete

Maire de Dunkerque, Président de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Je tenais à te remercier Damien, pas simplement en tant que Maire de Grande-Synthe et co-organisateur de ce Forum, pas simplement en tant que Vice-président à la CUD en charge des problématiques que nous abordons aujourd'hui, mais aussi et surtout pour ton engagement politique en particulier sur ces thèmes et à ce que la Communauté urbaine mette en œuvre un modèle de développement plus durable.

Je tenais à remercier tous ceux qui ont fait de ce Forum une réussite, les services de la ville de Grande-Synthe, de la Communauté ur-

baine de Dunkerque, les intervenants, les participants.

Ce type de rendez-vous nourrit le dialogue territorial permanent que nous alimentons également avec la réflexion engagée autour de la prospective des 50 ans ou encore avec les Assises des États Généraux de l'Emploi Local.

Ces moments particuliers nous permettent de réfléchir ensemble, et de construire une stratégie largement partagée. Car la Communauté urbaine de Dunkerque a la volonté d'engager une transition écologique, économique et sociale avec tous les acteurs du territoire, les entreprises, les associations, mais aussi chaque habitant, qui a son rôle à jouer en matière de transition.

Nous avons de nombreux chantiers ouverts. **La mobilité d'abord.** La semaine dernière, j'étais à Tallin, la plus grande ville d'Europe à avoir abordé le transport collectif gratuit... Mais uniquement pour les résidents. Le 1er septembre prochain, la Communauté urbaine de Dunkerque sera la plus grande agglomération d'Europe à proposer un transport collectif gratuit pour tous, résidents comme extérieurs. **Lorsque j'interviens dans des colloques internationaux, beaucoup nous prennent en exemple.** Je ne sais pas si les Dunkerquois ont mesuré la révolution que cela représente.

Les bus circuleront par ailleurs sur un réseau totalement rénové et 80% des habitants seront à moins de 300 m d'un arrêt de bus desservi avec une fréquence de moins de 10 minutes.

Ce n'est donc pas que la révolution de la gratuité, du transport collectif, de son réseau, ou des espaces publics. J'écoutais à Tallin les grandes villes allemandes qui sont en train de réfléchir à la gratuité du transport collectif pour des raisons de pollution de l'air. J'entendais des villes polonaises qui l'ont mis en place pour des raisons économiques et sociales, et pour rendre accessible les transports à des habitants qui n'en ont pas les moyens. Pour nous, c'est tout ça à la fois, un enjeu environnemental mais aussi un enjeu fort de cohésion sociale.

Le projet Territoire d'Innovation de Grande Ambition (TIGA) évoqué au cours de la journée porte la volonté forte de la Communauté urbaine d'accompagner l'adaptation de notre industrie locale. Ce dossier est important : il peut, demain, nous donner les moyens financiers de concrétiser nos ambitions. J'ai besoin que la Région dise clairement que le dossier TIGA, c'est Dunkerque et qu'elle nous soutient. Nous avons été les seuls lauréats régionaux pour le premier tour. Le second tour va être décisif et peut être décisif pour l'économie de tout un territoire.

Derrière TIGA, c'est le parc d'innovation Euraénergie qui est en jeu avec son campus et son usine école, ce sont des démonstrateurs de technologies innovantes, des soutiens à la formation universitaire, à l'action des laboratoires de recherche et des entreprises dans le cadre d'Euraénergie, le soutien à des technologies innovantes, aux filières d'avenir (hydrogène, éolien offshore, stockage d'énergies, production de renouvelables). Ces enjeux font partie de l'industrie du futur.

Nous mettons également en place dans le dossier TIGA un indicateur de suivi de la qualité de l'air, qui est un enjeu essentiel : construire une industrie du futur qui soit beaucoup plus respectueuse de la santé des populations. L'industrie du 20^{ème} siècle a été un peu négligente en la matière, à nous demain de construire une industrie du futur qui puisse permettre d'intégrer la problématique de la santé de ceux qui y travaillent, et de ceux qui vivent autour des bassins industriels.

Nous avons dépassé les logiques de cluster, pour travailler sur une logique de toile industrielle et réfléchir aux interconnexions entre les entreprises d'un territoire pour bâtir un schéma d'économie circulaire. Penser un schéma d'économie circulaire dans une toile industrialo-portuaire comme celui du Port maritime de Dunkerque, c'est peut-être le coup d'après du cluster.

La Communauté urbaine de Dunkerque s'engage également de manière active dans **une transformation agricole et alimentaire**, notamment pour favoriser le bio et les circuits de proximité. Nous avons pris une délibération cadre en la matière et devons rapidement identifier un certain nombre de terrain qui puissent permettre, tout de suite, d'avoir 10 hectares à l'échelle de l'agglomération, consacrés à l'alimentation des cantines. Nous allons également mettre en place un dispositif d'accompagnement des exploitants qui veulent réussir la conversion en bio.

Autre sujet qui me tient à cœur, **celui de la solidarité**. Les mutations économiques et sociales s'accroissent. Dire aujourd'hui aux habitants, vous faites ce métier mais vous ne le faites que pour 10 ans, c'est violent. C'est donner le sentiment d'une profonde fragilité. Cela suppose de repenser l'ensemble du mécanisme de solidarité à échelle nationale mais aussi territoriale.

Même si nous ne sommes pas encore allés assez loin, nous osons et nous innovons. La Fondation du Dunkerquois Solidaire qui s'appuie sur le don et ne coûte rien au contribuable, a permis à près d'une dizaine de personnes d'avoir retrouvé un avenir.

Ces ambitions doivent être partagées par tous et, en premier lieu, par les habitants. Nous avons l'ambition d'être une collectivité proche des habitants, et ce n'est pas toujours simple à notre échelle. Nous avons par exemple initié une votation sur certains sujets.

Je souhaite aujourd'hui aller plus loin : je fais la proposition de mettre en place des appels à projets en direction de la population pour soutenir financièrement des innovations qui œuvrent pour la transition écologique, économique et sociale. Avec l'objectif de soutenir une multitude de projets, petits et moyens : la création d'un potager sur un espace délaissé, une idée d'économie d'énergie... Je souhaite valider cette idée dans les prochains Conseils communautaires.

Aujourd'hui, pour ce Forum, nous réfléchissons, débattons, et nous nous mettons d'accord collectivement. Mais nous sommes minoritaires. La meilleure définition de la politique, c'est avoir des convictions et de vouloir les partager. Nous avons des convictions mais nous avons encore du travail pour les partager.

C'est tout l'intérêt du Manifeste : marquer collectivement une adhésion à cette volonté de transition écologique, économique et sociale. Je lance un appel à le signer mais aussi à nous engager, collectivement, à en suivre le contenu et les objectifs. Pour construire, demain, un dunkerquois plus durable.

***Pour signer le manifeste :
www.forumtransition.fr/
signez-le-manifeste***



Les 15 et 16 mai 2018 s'est tenu le second Forum de la Transition économique, écologique et sociale du Dunkerquois, événement porté par la Communauté urbaine de Dunkerque et la ville de Grande-Synthe. Près de 400 participants, de tous horizons (acteurs économiques, élus, société civile, associations...) y ont assisté.

Ancré désormais comme un véritable outil de dialogue territorial, il est devenu en deux éditions le rendez-vous incontournable pour penser et se donner les moyens d'agir collectivement en faveur des transitions économiques, sociales et environnementales à l'échelle du Dunkerquois.

Cette année, le Forum était résolument tourné vers la concrétisation des transitions et dans « le faire » en identifiant les expériences inspirantes et leviers pour agir et accompagner les mutations du territoire.

C'est pourquoi ces actes sont pensés comme un « guide ressource ». Ils regroupent à la fois les débats et échanges, des tables rondes et ateliers, mais également des témoignages inspirants, des leviers et conditions de réussite, des ressources utiles, des contacts concrets...

Avec un objectif : vous accompagner, habitants, associations, élus, entreprises, à concrétiser les transitions dans vos projets et votre quotidien.

